16-31 MAI 1966 BIMENSUEL 18e Année (Nouvelle Série). — N° 363

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8e
Téléphone : EURope 47-08

SOMMAIRE

BRANKO LAZITCH. — Les dernières nouvelles de Chine 1

La folie du despotisme en Chine :
I. Mao successeur de Marx 3
II. L'autocritique de Kuo Mo-jo : .. 7
A) En guise d'auto-analyse. — B) Une belle carrière.

ROCCO ASTORI. — Les finances du P.C.I. 10

Autour du XXIIIe Congrès : 12
I. — L'incident de la délégation du F.L.N. ; II. — Le P.C. japonais refuse d'assister au Congrès ; III. — le refus du P.C. néo-zélandais ; IV. — Nuances dans les rapports du P.C.F. et du P.C.I. avec le P.C.U.S.

LUCIEN LAURAT. — Salaires soviétiques : mystères et mystifications .. 14

J. PERGENT. — L'aide militaire soviétique 17

ANDRÉ TONG. — Dissensions et malaises en République Démocratique du Vietnam 20

Chronique du mouvement communiste international :
Cameroun : Le programme des pro-chinois. — *Pologne :* Création d'un P.C. pro-chinois 23

Les dernières nouvelles de Chine

L'EXPLOSION de la troisième bombe atomique chinoise a confirmé — ce dont personne ne doutait — que le gouvernement de Pékin poursuivait sa politique d'armement nucléaire, en dépit des sacrifices financiers et autres que cette entreprise impose au pays et dont les populations pâtissent. Et on a eu confirmation également de la vigilance et de l'efficacité avec lesquelles les Américains continuent à observer les préparatifs militaires de la Chine communiste, puisque la troisième explosion nucléaire fut annoncée pour une date prochaine deux semaines avant l'événement par des informations de source américaine. Les secrets militaires des communistes chinois sont moins secrets qu'ils ne le voudraient — ce qui vaut mieux pour tout le monde.

S'agissant de l'agriculture ou de la situation alimentaire en Chine, les nouvelles méritent encore moins leur nom. On a appris que le gouvernement chinois avait signé en avril un accord avec le Canada, les autorités canadiennes s'engageant à livrer à la Chine communiste, dans les trois années qui viennent, au moins 4,5 millions de tonnes de blé, la limite maximale étant 7,5 millions de tonnes. On a appris en même temps que les communistes chinois avaient rencontré des difficultés dans leurs négociations avec l'Argentine et l'Australie, qui ne peuvent leur fournir les cinq ou six millions de tonnes habituels, la saison pour eux ayant été mauvaise et les récoltes au-dessous de la moyenne. Le gouvernement chinois s'est donc vu obligé de se tourner vers d'autres pays, le Mexique, la France qui vient de lui vendre cent mille tonnes de blé. Tout cela n'empêchera pas les Chinois de manquer cette année d'un ou de deux millions de tonnes de céréales. Voilà qui autorise à ne pas prendre pour argent comptant les affirmations officielles selon lesquelles la production agricole chinoise aurait enfin retrouvé (après la folie des communes populaires) et même dépassé le niveau des meilleures années.

Ce que les journaux chinois nous ont appris, de la façon la plus officielle, des opérations de « rectification » qui sévissent depuis plusieurs mois en Chine communiste ne présente pas non plus un caractère de nouveauté. Peut-être y a-t-il quelque chose de nouveau en ceci que les épurations semblent avoir atteint en même temps, ou du moins à court intervalle, plusieurs secteurs différents. Quand, profitant de la mort de Staline, Mao régla ses comptes avec Kao Kang, l'affaire resta confinée à l'appareil du Parti (et c'est à peine si nous savons aujourd'hui comment les choses se sont passées). En 1959, le Maréchal Peng Teh-huai, membre du Bureau politique et ministre de la défense nationale, fut épuré (là encore avec infiniment

de discrétion), mais la purge qui le frappa et qui frappa avec lui quelques hautes personnalités du Parti dans le gouvernement et dans l'armée ne semble pas s'être étendue au-delà d'un cercle très étroit. Certes, la réaction qui suivit la « *Campagne des cent fleurs* » et le « déballage » de critiques auquel tant de gens s'étaient vus contraints, revêtit une grande ampleur, en même temps qu'elle connut une large publicité. Mais, à y regarder de plus près, on s'aperçoit qu'elle concernait à peu près uniquement un milieu assez nettement délimité, celui des intellectuels, tout particulièrement ceux qui jouent les compagnons de route.

Depuis janvier 1966, ces trois milieux — le Parti, l'armée, l'intelligenzia — ont été soumis à peu près en même temps à la « critique » et à « l'autocritique ».

Au début de l'année s'est tenue durant trois semaines une conférence consacrée à l'action politique dans l'armée. Le rapport principal y fut fait par Hsiao Hua, commissaire politique de l'armée populaire chinoise. Peu après, à partir du 14 février, le journal de l'armée ouvrait publiquement la campagne contre les officiers coupables de n'avoir pas respecté la ligne définie à cette conférence ou suspects de ne pas l'avoir fait. Quelques semaines plus tard, commençait la campagne contre les intellectuels, dont le point culminant (à ce jour) est l'autocritique de Kuo Mo-jo. Elle n'était pas achevée que l'appareil du Parti dans la capitale chinoise était l'objet à son tour d'attaques publiques : trois journaux, dont deux quotidiens, ont été cloués au pilori ; Teng Tuo, un des secrétaires du Comité municipal de Pékin, a été accusé d'avoir subi l'influence de Khrouchtchev, et Wu Han, maire-adjoint de la capitale, a été qualifié « d'anti-parti ».

Telle est la partie visible des choses, mais, dans un régime communiste qui demeure hermétiquement fermé selon la règle (ailleurs un peu relachée), ce qu'on voit n'est certainement pas le tout, ni quelquefois le plus important. Les attaques auxquelles se livre la presse communiste contre des « déviationnistes », des « scissionnistes » ou des « comploteurs » ne sont jamais que des espèces de faire-part pour le public, et quelquefois pour les intéressés eux-mêmes. Quand ce dernier cas se produit, les intéressés, nourris dans le sérail, savent ce que cela veut dire, que leur sort est réglé, qu'on leur a déjà coupé toute retraite, qu'ils sont isolés et sans moyen de résister.

Aussi, faute de disposer de tous les éléments importants, on ne doit pas ignorer, parce qu'ils peuvent être des signes avant coureurs d'on ne sait quoi, des petits faits comme le silence que Mao garde depuis plusieurs mois, l'absence d'apparitions en public de Peng Chen, membre du Bureau politique et maire de Pékin, ni même que les deux seuls membres du Bureau politique qui aient prononcé ces derniers temps des discours violemment anti-soviétiques soient Teng Siao-ping et Chou En-laï.

Il se peut qu'un grand du régime se taise ou n'apparaisse pas en public pour des raisons très banales ; mais on n'eût quelque soupçon en Occident de l'affaire Kao-Kang que parce que rien n'était plus signalé sur ce personnage, ni propos, ni présence quelque part ; ce n'est que beaucoup plus tard que les autorités du Parti firent officiellement savoir qu'il était devenu un « élément anti-parti » et que, démasqué, il s'était suicidé. D'autre part, l'expérience prouve, et l'analyse des moyens utilisés pour maintenir l'esprit du parti confirme, qu'un discours public, peut être l'expression du point de vue officiel avec lequel on est et on n'a pas cessé d'être en plein accord, mais qu'il peut être aussi la marque d'un désaccord, passé ou latent, avec la « ligne », surtout s'il revêt un caractère insolite de violence. Dans le second cas, l'orateur soutient en public la « ligne » du parti de la façon la plus compremettante pour lui, soit pour faire croire qu'il est d'accord, soit pour montrer que le désaccord n'empêche pas le respect de la discipline (du « centralisme démocratique ») soit enfin parce que ceux qui mènent le jeu, parce qu'ils sont pour le moment la direction du parti, le groupe dirigeant, obligent ceux qui hésitent, ou trébuchent, ou s'opposent, à prendre publiquement des positions. Quand ils auront ainsi parlé, ils auront perdu toute liberté de manœuvre, car on pourra se servir contre eux de ce qu'ils auront accepté de dire en public. Or les trois personnages qui (en dehors de Mao) attirent sur eux l'attention, l'un par sa disparition, Peng Chen, les deux autres par la violence de leurs propos anti-soviétiques, Chou En-laï et Teng Siao-ping, sont précisément ceux qui ont été les principaux porte-parole du Parti communiste chinois dans sa controverse avec le Parti communiste de l'Union soviétique, depuis la réunion de Bucarest en juin 1960 jusqu'au lendemain de la chute de Khrouchtchev en octobre 1964.

Quoi qu'il en soit de ces faits, qu'ils soient sans importance réelle ou qu'ils soient des indices, on peut tirer quelques conclusions de ce faisceau de nouvelles disparates qui arrivent de Pékin.

Rapprochons d'abord deux séries d'informations, celles qui concernent la troisième explosion atomique et celles qui concernent les achats de blé à l'étranger. On y voit que si l'Etat chinois animé par les communistes s'acquitte fort bien de sa tâche lorsqu'il s'agit de créer une grande puissance matérielle de type militaire, il est obligé de faire appel aux « capitalistes » lorsqu'il s'agit de nourrir les populations, ce qui pourtant devrait être la préoccupation première des communistes, ce qu'on croyait être la vocation même du socialisme et sa raison d'être. Le contraste n'est pas d'ailleurs propre au communisme chinois. Le communisme soviétique est logé à la même enseigne : si les Chinois ont du mal à trouver du blé au Canada, c'est parce que les Soviétiques, qui sont de plus vieux clients, passent avant eux.

Le silence de Mao a conduit divers commentateurs à se demander si son état physique ne s'était pas aggravé. Ce qui ressort en tout cas des informations qui viennent de Chine, c'est que son état mental ne vas pas mieux, car il faut avoir un certain grain de folie pour

se faire encenser comme il le fait, comme le faisait Staline. Jamais « *le culte de la personnalité* » de Mao n'a atteint le degré de folie où il est parvenu ces temps derniers. Si la bombe éclate, c'est « grâce à la pensée du président Mao » (mais on ne dit pas que c'est grâce à cette même pensée que la Chine achète du blé aux « capitalistes », ce qui serait pourtant beaucoup plus vrai). Si l'armée est priée de s'aligner, c'est sur la « pensée de Mao ». Kuo Mo-jo fait son autocritique et assure être bon à rouler dans la boue et le mazout parce qu'il n'a pas compris la « pensée de Mao Tsé-toung » et, en exergue de l'attaque lancée contre trois journaux de Pékin, on lit cette pensée de Mao : « *La critique doit être appliquée contre les idées fausses, contre toutes les herbes vénéneuses* ». Cette citation suffit d'ailleurs à mesurer la disproportion qu'il y a entre l'éloge démentiel de la « pensée de Mao Tsé-toung » et la platitude de ladite pensée. On ne saurait assurément pas donner tort à Khrouchtchev qui se gaussait à l'idée que Mao avait cru bon de donner à son peuple ce conseil plein de sagesse : « Il faut marcher sur les deux jambes ».

Il est impossible de dire si la lutte pour la succession de Mao est ou non déjà ouverte, mais il semble permis de prévoir que le successeur ou les successeurs directs de Mao se recruteront dans son entourage immédiat. Ce ne sera peut-être pas celui qu'il aura désigné, s'il en désigne un. Staline n'avait pas fait de Khrouchtchev son héritier et Lénine avait expressément écarté Staline de sa succession. Mais Khrouchtchev et Staline appartenaient l'un et l'autre à l'appareil directeur du Parti, ils étaient l'un et l'autre dans l'entourage immédiat du mourant.

Il est vraisemblable que les choses se passeront de la même façon en Chine communiste.

B. LAZITCH.

La folie du despotisme en Chine

I. Mao, successeur de Marx

Le culte dont est entourée, par ordre du Parti, la personne de Mao Tsé-toung n'est pas un sujet nouveau pour nos lecteurs. Nous en avons parlé ici-même dès 1962 (voir « Deux pièces au dossier de Mao Tsé-toung », *dans* Est et Ouest, *N° 278, 1er-15 mai 1962), ou encore Branko Lazitch:* « Mao Tsé-toung, le Lénine d'aujourd'hui », *id. N° 291, 1er-15 janvier 1963 ;* Mao Tsé-toung par lui-même et par les autres, *id. N° 319, 16-30 avril 1964;* Le P.C. et le culte de la personnalité en Chine, *N°331, 1er-15 décembre 1964). Au lendemain du XXe Congrès du P.C. soviétique, les communistes chinois avaient apporté quelque retenue dans leurs louanges à la gloire du « président Mao » et, lors du VIIIe Congrès du P.C.C. qui se tint en septembre 1956, on avait, en procédant à la révision des statuts, enlevé la référence à Mao qui figurait dans leur préambule depuis 1945.*

Voici des années que toute retenue a disparu, et le « culte » de Mao atteint maintenant au même degré dans le grotesque que voici quinze et vingt ans le culte de Staline. Ce n'est pas seulement en Chine que Mao est ainsi porté aux nues. Les communistes pro-chinois du monde entier ont joint leurs voix au concert. Désormais, pour eux tous, Mao est ce qu'était Staline, celui vers qui se tournent les révolutionnaires du monde entier. Mehmet Che-hu l'a dit le 4 mai 1966 à Kharbin : « A la suite de la trahison du groupe révisionniste de Khrouchtchev, le centre du mouvement communiste international s'est déplacé de l'Union Soviétique vers la Chine et les regards des révolutionnaires du monde entier sont tournés vers Pékin et vers Mao Tsé-toung ».

Il semble toutefois qu'en plus de son accentuation jusqu'à une espèce de paroxysme difficile à dépasser, on puisse observer une nuance nouvelle dans le rituel du culte. On a l'impression que l'on parle moins de la personne du « président Mao » et davantage de sa pensée. La « pensée de Mao Tsé-toung » (« Mao Tsé-toung de sse xiang ») est une formule qui revient sans cesse. Pourquoi cette distinction? On ne peut penser à un accès de fausse modestie de la part de Mao. On a le sentiment que l'on prépare en quelque sorte la survie de Mao. Quand l'homme sera mort, sa « pensée » vivra encore et continuera à guider les peuples, comme celle de Marx !

∴

Mao Tsé-toung est considéré par le parti communiste chinois comme le successeur de Marx et de Lénine ; *le Quotidien du peuple* l'a affirmé explicitement en reproduisant le 4 février un article non daté des *Nouvelles du soir de Canton* intitulé « *Le sommet du développement du marxisme* ».

L'article disait que l'évolution mondiale a connu trois phases depuis la naissance du marxisme, deux périodes de cinquante ans déjà traversées et la période actuelle. La première va de la naissance du marxisme, dans les années 1840, aux années 1890 ; la deuxième, de la fin des années 1890 au début des années 1950, période pendant laquelle « *le léninisme devint le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne* ». La troisième phase a commencé à la fin de la deuxième guerre mondiale quand « *le peuple chinois, sous la conduite du P.C. et du président Mao..., s'est engagé dans la voie de la révolution socialiste et de la construction du socialisme* ».

L'article parlait aussi de l'opportunisme « *apparu sous un nouveau déguisement* » pendant cette période et du révisionnisme moderne dont Khrouchtchev est « *le plus grand représentant* ». Après avoir constaté que « *les marxistes et les léninistes sont aujourd'hui engagés dans une lutte*

sans compromis » contre le révisionnisme moderne, l'article affirmait que la pensée de Mao est le successeur du marxisme-léninisme :

« Pendant cette grande époque révolutionnaire, une grande théorie révolutionnaire ne peut manquer d'être élaborée et le marxisme-léninisme de recevoir un nouveau développement créateur. La grande bannière représentant le développement du marxisme-léninisme à notre époque est la pensée de Mao Tsé-toung. La pensée de Mao Tsé-toung est un marxisme global et systématiquement développé pendant cette nouvelle grande époque révolutionnaire et le sommet du marxisme contemporain... ... Ce sont là les trois étapes du développement du marxisme. Chaque étape représente une époque différente. Au cours de chaque époque, le marxisme a une tâche historique particulière et a apporté différents développements en remplissant cette tâche. Autrement dit, l'époque de Marx et d'Engels a été l'étape de préparation de la révolution prolétarienne, l'époque de Lénine et de Staline, celle de la victoire de la révolution socialiste dans un seul pays et celle où une brèche a été ouverte dans le front de bataille de l'impérialisme, et l'époque actuelle est celle de Mao Tsé-toung où la révolution mondiale doit remporter la victoire et le capitalisme et l'impérialisme être envoyés au tombeau. »

L'article révélait qu'à une réunion plénière, le bureau centre-sud du comité central du P.C.C. avait adopté une résolution qui indiquait que *« la pensée de Mao Tsé-toung est le sommet du marxisme contemporain et la forme la plus haute et la plus vivante du marxisme »*. Si Mao était à Canton au moment de cette réunion, il y a presque certainement assisté.

VOIX ETRANGERES

Le 22 mars, le comité central du P.C.C. déclara en déclinant l'invitation du P.C.U.S. au XXIIIe Congrès : *« La Russie est le pays natal du léninisme et elle fut le centre du mouvement international de la classe ouvrière »*. La conclusion que le centre s'est déplacé fut tirée plus franchement dans une déclaration du parti communiste péruvien de novembre 1965, reproduite le 8 mars par l'Agence Chine Nouvelle (A.C.N.). Elle contenait le passage suivant :

« Le centre glorieux qui fait avancer le développement du marxisme-léninisme s'est déplacé d'Europe en Asie, de l'Union soviétique en Chine. La preuve en est que la lutte à mort contre l'impérialisme et la réaction est conduite par le P.C.C.. Le P.C.C. a apporté d'immenses contributions au développement du marxisme-léninisme, tandis que d'autres partis marxistes-léninistes du monde apportaient aussi leur contribution selon les conditions concrètes de leurs pays ».

Le parti communiste australien a également soutenu cette thèse dans un article reproduit par la *Peking Review* du 11 février :

« Lénine fut celui que l'histoire chargea de développer le marxisme. Lénine est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Quoique d'une envergure moindre que Marx, Engels et Lénine, Staline défendit la doctrine de Lénine contre ses nombreux adversaires. Marx, Engels, Lénine ont fourni à la classe ouvrière mondiale une arme invincible.

« L' histoire et l'expérience vont de l'avant. Le grand révolutionnaire chinois, Mao Tsé-toung est le vrai successeur de ces hommes... Il prend place à juste titre aux côtés de Marx, d'Engels et de Lénine ».

Le même numéro de la *Peking Review* citait Jacques Grippa, secrétaire du parti « dissident » belge pro-chinois, qui a dit :

« Staline a été le continuateur de Lénine. Par ses œuvres, Mao Tsé-toung est devenu le Lénine de notre temps ».

IMPORTANCE MONDIALE

Les Chinois prétendent que la Pensée de Mao Tsé-toung a une importance mondiale. Le *Quotidien du Peuple* disait le 25 janvier :

« Les œuvres du président Mao Tsé-toung ont été écrites pour tout le peuple chinois, dont les 500 millions de paysans, ainsi que pour les peuples du monde entier. Ses œuvres exposent cette vérité que les peuples doivent se lever eux-mêmes pour faire la révolution. Chacune de ses phrases soutient la cause des révolutionnaires, leur montre le chemin, leur donne les raisons et leur offre des méthodes ».

« Les peuples du monde entier puisent avidement des forces spirituelles dans les œuvres du camarade Mao ».

L'A.C.N. du 7 mars assurait que la Pensée de Mao Tsé-toung est *« l'arme idéologique pour empêcher la montée du révisionnisme et la restauration du capitalisme... une puissante arme idéologique au service des peuples du monde pour mener la lutte révolutionnaire et vaincre l'impérialisme et le révisionnisme moderne. »*

A l'appui de ces affirmations, les œuvres de Mao sont largement diffusées en plus de trente langues, et les éléments pro-chinois dans les pays sous-développés ont apporté de nombreux témoignages de leur utilité dans la lutte révolutionnaire.

MOTEUR DE TOUTE ACTION

La Pensée de Mao fournit, affirme-t-on, aux Chinois l'énergie nécessaire pour s'attaquer à des tâches qui dépassent souvent leur formation et leur expérience. Parmi les exemples donnés, figure celui du dernier héros de l'Armée Populaire de Libération (A.P.L.), Mai Hsien-teh, qui, grièvement blessé, serait resté à son poste dans une canonnière. L'A.C.N. disait de lui le 3 février :

« Comme pour d'autres éléments héroïques et unités avancées de notre A.P.L., l'héroïsme du camarade Mai Hsien-teh résulte du fait qu'il tient haut le grand drapeau rouge de la pensée de Mao Tsé-toung et étudie et utilise d'une façon créatrice les œuvres du président Mao et met la politique à la première place ».

Le 2 février, l'A.C.N. parlait des exploits héroïques accomplis ces dernières années par une canonnière chinoise, résultat de l'étude quotidienne par l'équipage des œuvres de Mao Tsé-toung.

Le 17 février, l'A.C.N. cite des ouvriers de Changhaï disant : *« Avec la Pensée de Mao Tsé-toung pour guide, nous pouvons produire tout ce*

qu'il faut pour la révolution, quelles que soient les difficultés ».

Un ouvrier construisant une grande turbine a dit : « *Chaque fois qu'une difficulté se présente, nous nous souvenons des paroles du président Mao Tsé-toung : « Le travail est une lutte. Il y a des difficultés et des problèmes.... que nous devons surmonter et résoudre. » Nous puisons un encouragement dans ses paroles.* »

Radio-Kunming parla le 10 mars d'une équipe de géologues travaillant dans le Yunnan. Un tiers des membres étaient des « jeunes sociaux » qui avaient commencé en 1964 à étudier sérieusement l'œuvre de Mao Tsé-toung sous la conduite de leur cellule du parti. En présence de difficultés, ils cherchaient l'inspiration dans la Pensée de Mao Tsé-toung et ils avaient conçu l'idée qu'ils travaillaient pour la révolution, ce qu'ils considéraient comme un plaisir et un honneur. Ils étudiaient les œuvres de Mao avec les paysans pauvres, donnaient des soins médicaux aux masses, leur servaient de coiffeurs et faisaient le ménage.

Même dans les malheureuses circonstances des récents tremblements de terre dans la province du Hopéi, on assurait que la « *Pensée de Mao Tsé-toung est une arme puissante non seulement contre les ennemis de classe, mais aussi contre les désastres naturels* » et Radio-Pékin a dit, le 12 mars, que les sauveteurs propageaient les remarques de Mao sur la confiance en soi pour surmonter les désastres. Les gens disaient : « Depuis que nous avons avec nous le P.C., le président Mao, le gouvernement populaire et l'A.P.L., il n'y a rien au monde que nous ayions à craindre. Si le vieux Yu a pu déplacer une montagne, pourquoi aurions-nous peur d'une calamité naturelle comme celle-ci ? »

Dans la région atteinte par le séisme, on a collé des slogans encourageants, dont une citation des œuvres du président Mao : « *Résolus et ne craignant pas les sacrifices, vous surmonterez toutes les difficultés et remporterez la victoire* ». Rendant compte du désastre, le *Quotidien du peuple* dit que les œuvres de Mao étaient lues aux réunions de sauveteurs et même dans les ambulances.

Voici d'autres exemples de la haute estime dans laquelle on tient la pensée de Mao Tsé-toung.

« Etudier les livres du président Mao, ce n'est pas la même chose que de lire d'autres livres. Après avoir lu d'autres livres, nous pouvons agir ou ne pas agir en conséquence. Mais si c'est une instruction du chef suprême, nous devons agir en conséquence.

« Donner la priorité à la politique, c'est donner la priorité à la pensée de Mao Tsé-toung, armer les gens de la pensée de Mao Tsé-toung et résoudre avec la pensée de Mao Tsé-toung tous les types de problèmes pratiques... Le président Mao est le soleil rouge dans nos cœurs. Les larges masses de notre peuple étudient avidement les œuvres du président Mao, avec une profonde passion prolétarienne et considèrent la pensée de Mao Tsé-toung comme leur nourriture, leur arme, leur boussole et la lumière qui les guide... Les œuvres du président Mao possèdent la plus haute valeur, la plus haute autorité et le plus grand pouvoir ; chaque phrase y est vérité, chaque phrase vaut 1.000 phrases de livres inférieurs ».

(Revue de l'Armée de libération, 2 mars).

« Considérant les œuvres du président Mao comme un phare pour la navigation en haute mer, le soleil qui brille pour la croissance de toute végétation et l'instruction suprême dans tout travail, la population de Canton lit les œuvres du président Mao avec ferveur, faim et soif ». (Canton, 6 février).

« La pensée de Mao Tsé-toung est le sommet du marxisme-léninisme à l'époque actuelle. Ce n'est pas du tout une exagération ; c'est la vérité. C'est la vérité vraie, que vous le reconnaissiez ou non ». (Tchangcha, 5 février).

Tchao Tzu-yang, premier secrétaire du comité du P.C.C. dans le Kuouang-toung, a affirmé le 25 février que Mao pourrait faire s'envoler au ciel des plumes de poulet. Il pensait certainement à un proverbe ou à un conte chinois en disant :

« Certains ne croient pourtant pas qu'une plume de poulet puisse monter au ciel, car ils ne voient que le superficiel. Dans la grande ère de Mao Tsé-toung, avec pour guide la pensée de Mao Tsé-toung et le système socialiste incomparablement supérieur, les plumes de poulet peuvent certainement monter au ciel et beaucoup l'ont déjà fait ».

RESULTATS PRATIQUES

L'étude et l'application de la Pensée de Mao Tsé-toung, donneraient des résultats pratiques dont voici quelques exemples :

« Par suite, de l'étude et de l'application des œuvres de Mao, nous avons eu depuis deux ans des récoltes record » (Nankin, 10 mars).

« A la suite de l'étude intensifiée de Mao, le canton de Tching-chuan, a produit l'année dernière une récolte sans précédent, malgré 70 jours de sécheresse » (Lantchéou, 12 mars).

Selon Radio-Canton du 25 février, des techniciens faisant des recherches sur la construction de ponts devaient trouver un moyen moins onéreux de les construire. Ils emportèrent donc sur les chantiers avec leurs plans, *Des contradictions* et *De la pratique* du président Mao et les étudièrent avec les ouvriers. Aucun autre canton n'avait jamais construit de ponts à arches de cette façon. Après discussions, les piles furent écartées, on fit une économie de ciment et ce fut une grande révolution dans la construction des ponts à arches.

Radio-Wuhan parla le 22 février d'un mécanicien qui, après avoir étudié les œuvres de Mao qu'il considère comme instructions suprêmes, conduit bien et vite sa locomotive, bien qu'elle soit « *un vieux morceau de ferraille qui nous a été vendu par les révisionnistes, du type « amitié »* ».

On loue aussi Mao pour les progrès de la science médicale. Le 4 février, la *Peking Review* disait :

« Au nouveau service des brûlés d'un hôpital de Pékin, le taux de guérison est monté régulièrement en 1965 à plus de 95 pour cent... Le service a mis au point de nombreuses méthodes nouvelles. Son succès est le fruit de l'application de la pensée de Mao Tsé-toung dans la pratique médicale, le fruit de la nouvelle pensée médicale fondée consciemment sur le matérialisme dialectique de Marx appliqué à la médecine. »

La Chine prétend se suffire aujourd'hui à elle-même pour le pétrole depuis qu'elle a mis en

exploitation le champ pétrolifère de Tatching, dans le nord-est, dont le *Quotidien du peuple* disait le 2 janvier :

« Le champ pétrolifère de Tatching a été mis en valeur en partant de zéro — sur la base de deux essais philosophiques de Mao, *De la pratique* et *Des contradictions*... Au cours de la mise en exploitation du champ pétrolifère et de la construction d'une raffinerie de pétrole, des extraits (de ces articles) ont permis aux travailleurs de Tatching de comprendre de plus en plus à fond les lois du développement de l'industrie pétrolière. »

Un navire destiné à la ferraille a été remis en état de naviguer, conformément à la campagne d'économie, grâce à l'étude constante de la pensée de Mao Tsé-toung par l'équipage. (*Quotidien Libération,* 31 janvier).

A en croire les éloges extatiques sur les bienfaits des longues réunions de discussions dans les usines et les communes, il semble que certains Chinois estimaient que le principal objet de la campagne était idéologique, qu'il s'agissait de préserver et renforcer l'enthousiasme révolutionnaire. Mais d'autres ne semblaient pas s'en contenter. Des articles ont paru pour expliquer que les œuvres de Mao ne sont pas un manuel technique du soudeur ou du paysan, mais un guide pour acquérir une « attitude » correcte envers le travail. En étudiant la *manière* dont les dirigeants révolutionnaires s'attaquaient aux problèmes pendant la guerre civile, l'ouvrier moderne peut aborder son propre travail avec confiance et bon sens. Mao offre, paraît-il, le moyen de remédier à la confusion de la pensée. Bien qu'une telle conception paraisse étrange étant donné les heures qu'on a été obligé de perdre à apprendre par cœur *Des contradictions de Mao,* l'idée n'est pas neuve. Dans la Chine impériale, on élevait les fonctionnaires dès l'enfance dans l'esprit des classiques confucéens, précisément pour les former au travail pratique. Dans la Chine d'aujourd'hui le parti applique un programme choc d'éducation communiste « classique » que les jeunes Chinois doivent suivre en même temps que leurs études normales. Un conflit de priorités est dès lors inévitable.

POLITIQUE CONTRE TRAVAIL

Il faut connaître la pensée de Mao Tsé-toung pour intensifier la production. Encore faut-il savoir ce qu'on doit rechercher dans cette pensée.

Lors d'une réception offerte aux activistes de l'étude de l'œuvre de Mao, Wang En-mao, premier secrétaire du comité du P.C.C. du Sinkiang, a dit que tous les employés de commerce bien que fort occupés par leur travail professionnel, devaient réserver chaque jour du temps à l'étude des œuvres du président Mao. (Ouroumtchi, 11 mars).

Les postes régionaux de radio ont beaucoup parlé en mars de réunions consacrées à la « révolution » des comités de canton du P.C.C., réunions tenues dans de nombreuses provinces et au cours desquelles l'accent était mis sur la nécessité d'étudier les rapports entre la politique et les affaires professionnelles afin d'assurer le plus grand succès à la campagne en faveur de l'étude des œuvres de Mao. C'est de cette façon seulement qu'on peut réformer le monde subjectif, lutter contre le « moi » et les idées égoïstes de gloire et de profit. Selon une émission, des membres et des cadres des administrations cantonnaises du parti se sont rendus dans les campagnes, emportant leurs provisions, leur matériel de couchage et des exemplaires des œuvres de Mao.

Le 2 février, Radio-Canton affirme qu'au fur et à mesure que les affaires militaires cèdent à la politique, l'idée de préparation constante au combat s'affermit tandis que l'entraînement s'intensifie. Le taux des accidents baisse. Selon les aviateurs chinois bien qu'on ait moins de temps pour s'entraîner en vol, après avoir donné priorité à la politique, la qualité des vols est supérieure parce qu'ils sont guidés par la pensée de Mao Tsé-toung. Les aviateurs sentent profondément que seule l'élévation de la pensée favorise l'élévation de leurs appareils...

Lors d'une réunion d' « activistes » de l'étude de Mao au Foukien, un vice-gouverneur a également déclaré que les cadres dirigeants doivent bien comprendre les rapports entre la politique et les affaires professionnelles (Foutchéou, 10 mars).

Comme Radio-Nantchang, le 9 mars, laissait dire que le travail politique n'est possible que pendant la morte saison, une conférence a donc été réunie pour discuter les rapports de la politique et de la production ; et c'est ainsi que les projets d'agriculture révolutionnaire ont été établi après étude de la pensée de Mao Tsé-toung et que la production a fait un nouveau bond.

ETUDE DE LA PENSEE

L'A.C.N. a fait allusion à l'intensité de la campagne pour l'étude de la pensée de Mao en fin février. Selon elle, l'étude des écrits de Mao Tsé-toung « prend aujourd'hui un caractère de masse sans précédent et se développe en profondeur.... Jamais dans l'histoire aucun écrit n'a été lu avec autant d'enthousiasme et d'attention. »

A l'appui de la campagne, les sections de propagande, les journaux, les publications et la radio ont reçu consigne de considérer la propagation de la Pensée de Mao Tsé-toung comme une tâche principale.

Voici, selon la radio chinoise, quelques exemples du déroulement de cette campagne :

Nombreux sont ceux qui gardent aujourd'hui un exemplaire des œuvres du président Mao pour l'étudier dès qu'ils ont un instant de libre. (Nankin, 10 mars).

Pour les analphabètes, avant chaque leçon de lecture et d'écriture, on distribue des feuilles volantes. (Canton, 9 mars).

Deux militants de l'association des paysans pauvres et moyens escaladaient des montagnes et franchissaient des rivières pour donner des leçons. L'une portait un bébé sur le dos. Un jeune couple lisait et relisait chez lui les tracts du président Mao quand il n'y avait pas de leçon le soir. De vieux paysans analphabètes demandaient à leurs fils, membres de l'équipe de travail, de leur lire le texte, même après une dure journée de travail. (Canton, 9 mars).

Un instructeur politique de l'A.P.L. déclare que chaque fois qu'une nouvelle recrue arrive, on lui donne d'abord un volume des œuvres du président Mao, puis on lui enseigne comment servir le peuple, comment mener la révolution jusqu'au bout, comment maintenir et dévelop-

per les belles traditions de l'A.P.L. *(Quotidien du peuple,* 22 janvier).

A Canton, les équipes d'ouvriers étudient collectivement les œuvres de Mao. Quand les conducteurs d'autobus, les receveurs et les travailleurs des transports prennent part à cette étude collective, les cadres les remplacent à leur travail. (Canton, 8 février).

Pendant la campagne, de vieux ouvriers auraient dit :

« Plus on les étudie, plus on sent que les œuvres du président Mao sont tout aussi importantes que l'air et l'eau dont on ne peut pas se passer un seul instant. » (Canton, 23 février).

ADORATION DE MAO

La presse chinoise accorde plus d'attention à la pensée de Mao qu'à Mao lui-même. Cependant on ne néglige pas pour autant l'homme puisqu'il personnifie sa philosophie. Quoiqu'il n'ait pas paru en public depuis fin 1965, les magasins sont pleins de ses portraits, sur papier et sur soie, et de ses bustes en terre, laque et matière plastique. Rien qu'à Canton, plus de 300.000 de ces ornements ont été vendus au cours de la fête du printemps, et le 19 février l'A.C.N. a annoncé qu'un grand portrait de Mao est accroché dans la plupart des maisons paysannes. En octobre dernier, la *Nouvelle Culture physique,* rendant compte des jeux nationaux, rapporte que le slogan « Vive le président Mao » brillait sur le tableau électrique où s'inscrivent les résultats sportifs et qu'à l'arrivée de Mao dans le stade d' « innombrables cœurs rouges battants se tournèrent vers lui ». Le jour de la fête nationale, une grande statue de Mao est portée dans les rues, et son visage apparaît en surimpression sur la toile de fond dans l'opéra de propagande l'*Est est rouge* qui se joue devant des salles combles.

Cette adoration est inculquée de bonne heure aux enfants à qui l'on apprend à chanter :

Je choisis un crayon jaune d'or ;
Je dessine un soleil d'or.
Hi ! Le soleil éclaire tout mon pays.
Le soleil est le président Mao !
Le soleil est le président Mao !

II. L'autocritique de Kuo Mo-jo

Il semble qu'on ait accueilli en Occident avec un mélange de surprise et d'amusement l'annonce de l'autocritique de Kuo Mo-jo, et les quelques phrases que les journaux ont reproduites de la condamnation qu'il a prononcée contre lui-même. On croyait révolus les temps où, dans le monde communiste, au-delà du rideau de fer et en deçà, de telles attitudes étaient choses courante. Non seulement on les croyait révolus, mais on les avait oubliés, l'oubli étant particulièrement épais chez ceux-là qui ne s'étaient pas émus quand, en Union Soviétique ou en d'autres contrées du monde communiste, on avait donné en spectacle des séances d'aveux aussi odieuses et aussi grotesques. Il est tel, cet oubli, que les communistes peuvent spéculer sur lui, et que ceux de France (ils ne sont pas les seuls) ont, dans* l'Humanité, *relaté l'autocritique de Kuo Mo-jo, avec l'intention manifeste de dire : « Voyez ce qu'il est, le communisme chinois ! Nous n'avons rien à voir avec ce communisme là ! »

Comme si le papier de* l'Humanité *n'avait pas supporté bien pire !

Cette espèce de résurgence des monstrueuses et criminelles folies de l'époque stalinienne servira assurément la thèse de ceux qui professent que le communisme a changé (au moins dans une partie de son domaine) et qu'en conséquence on doit changer d'attitude à son égard. Nous sommes de ceux qui ne mésestiment pas le chemin parcouru, mais nous ne le surestimons pas non plus et, pour nous, l'autocritique de Kuo Mo-jo vient opportunément rappeler que le « stalinisme » est toujours possible, qu'il suffit d'un rien pour que le communisme y retourne, comme le chien de l'Ecriture à son vomissement. Est-ce qu'on ne se souvient pas qu'il y a tout juste dix ans, (et pas seulement à cause des « Cent fleurs ». on vantait dans la gauche française qui se dit progressiste, le libéralisme du régime communiste chinois, la bonhomie de Mao Tsé-toung ?

a) En guise d'auto-analyse

NOUS donnons intégralement ci-dessous la traduction du texte paru dans la *Literatournaïa Gazeta* du 5 mai 1966, page 4, sous le titre : « *En guise d'auto-analyse. Intervention de Kuo Mo-jo à la réunion du Comité permanent de l'Assemblée Chinoise des représentants du peuple* ».

∴

Pékin, 4 mai (Tass). Le journal *Guanming Ribao* a publié le 28 avril le discours du vice-président du comité permanent de l'Assemblée chinoise des représentants du peuple, Kuo Mo-jo, président de l'Académie des sciences de Chine, homme de lettres et historien chinois, à la 30e réunion du comité permanent de l'A.C.R.P. Kuo Mo-jo prononça ce discours au cours des débats sur le rapport du vice-ministre de la Culture de la R.P.C., Chi Si-minh « *Sur la révolution culturelle socialiste* ».

— J'ai senti, à dit Kuo Mo-jo, que le rapport du camarade Chi Si-minh me concernait moi aussi personnellement, et pour employer une expression plus forte, je l'ai écouté le cœur gros ; car mes

amis et camarades me considèrent d'habitude comme un travailleur de la culture, certains m'appellent même écrivain, poète et en même temps historien. En quelques dizaines d'années, j'ai écrit et traduit un certain nombre d'œuvres qui comptent peut-être plusieurs millions de signes. Pourtant, si l'on aborde la question avec les critères d'aujourd'hui, toutes les œuvres que j'ai écrites jusqu'à présent doivent, strictement parlant, être brûlées entièrement, elles ne valent rien.

Quelle en est la raison principale ? Elle consiste en ceci que je n'ai pas assimilé les idées du Président Mao, que je ne me suis pas armé des idées du président Mao, et que, par suite, j'ai parfois un point de vue de classe très nébuleux.

Ces derniers temps, la presse se livre à une critique approfondie dans le domaine de la littérature et de l'histoire. C'est fort bien. J'ai lu presque tous les articles de critique. Je ne les lisais pas comme un observateur non concerné, mais en les rapportant à la réforme de moi-même. Presque chaque article, chaque remarque critique exigent que je fasse la « révolution » en moi-même. Je n'en parle pas simplement pour parler. C'est effectivement vrai. Je n'ai pas assimilé les idées du président Mao et je ne me suis pas réformé.

Certes, je suis un homme de lettres et un artiste, et de surcroît président de l'Association chinoise des lettres et des arts. On ne peut pas dire que je ne sois pas responsable de l'apparition du courant d'air et du vent nuisibles (sic). Plus de vingt ans se sont passés depuis la publication des « *Interventions aux causeries sur la littérature et l'art à Yennan* » du président Mao. Je les ai lus bien des fois. Parfois je peux parler de la nécessité de servir les ouvriers, les paysans et les soldats, de la nécessité d'apprendre d'eux. Mais tout cela ne reste que des mots. Parler seulement du marxisme-léninisme, écrire seulement sur le marxisme-léninisme, ce n'est pas vraiment travailler, ce n'est pas le mettre en pratique, ce n'est pas agir en accord avec les indications du président Mao, ce n'est pas assimiler les idées du président Mao.

J'ai honte. Le président nous enseignait il y a vingt ans déjà qu'il fallait servir les ouvriers, les paysans et les soldats. Aujourd'hui, nous ne servons pas les ouvriers, les paysans et les soldats, ce sont les ouvriers, les paysans et les soldats qui nous servent. Les ouvriers, les paysans et les soldats, ayant étudié les œuvres du président Mao, écrivent aujourd'hui mieux que nous. Nous, travailleurs de la plume, hommes de lettres et artistes, historiens, philosophes, nous devons tout particulièrement nous livrer à une auto-analyse profonde. Personnellement, il m'est très pénible de me rendre compte qu'en effet je ne me suis pas réformé comme il aurait fallu.

Par exemple, le rapport parle du « Chant de Eouyang Hai ». C'est un roman qui fait époque. L'auteur, le camarade Kin King-mai, a été plusieurs années soldat et maintenant il fait partie de la troupe artistique des armées de la province du Kouang--toung... L'auteur a en effet peint d'une façon vivante Eouyang Hai, a reflété d'une façon vivante les idées du président Mao. Le camarade Eouyang Hai est mort en 1962. L'auteur a mis dans ce roman presque toutes les lignes et thèses politiques du parti avant 1962, et presque toutes les idées du président. Les hommes de lettres et artistes, dits professionnels, d'aujourd'hui ne seraient peut-être pas capables d'écrire ainsi.... C'est pourquoi les soldats nous servent, ce n'est pas nous qui servons les soldats.

Le rapport mentionne la composition sculpturale en terre glaise « *Dans la cour de collecte des fermages* ». C'est une sculpture révolutionnaire. Elle est aujourd'hui exposée au musées des Beaux-Arts. Je l'ai vue trois fois. C'est une image émouvante ; beaucoup de visiteurs pleurent à chaudes larmes après l'avoir vue, car ils se rappellent leur vie et sont émus par le sentiment de classe. A mon sens, rien ne produit une impression comme les sculptures en terre. Elles émeuvent plus que la sculpture en plâtre, en marbre ou en jade blanc... « *Dans la cour de collecte des fermages* » est vraiment le plus beau chef-d'œuvre, c'est la révolution dans sculpture. Ses auteurs n'ont pu obtenir une telle réussite que parce qu'ils ont assimilé les idées du président, appliqué d'une façon créatrice les idées du président.

— Beaucoup de paysans, déclare Kuo Mo-jo, étudient en fait les œuvres de Mao Tsé-toung mieux qu'aucun de nous, les étudient beaucoup mieux que nous autres intellectuels. Par rapport à eux, nous autres intellectuels, philosophes bavards, historiens et autres, nous ne pouvons tout simplement pas être considérés comme tels...

Nous avons vraiment honte. Moi surtout, j'ai honte. En tant que membre du parti et que savant, je devrais tout bonnement sangloter.

En un mot, non seulement nous ne servons pas les ouvriers, les paysans et les soldats, mais au contraire, dans le domaine de la culture, de l'histoire et de la philosophie, ce sont eux qui nous servent. Nous devons être reconnaissants aux ouvriers, aux paysans et aux soldats, nous incliner devant eux comme devant des maîtres respectés, attendu qu'ils ont bien assimilé les idées du président Mao et les appliquent d'une façon créatrice.

Mon discours d'aujourd'hui est l'expression durable de mon état d'âme. J'ai dit ce que j'ai sur le cœur. Maintenant je dois apprendre des ouvriers, des paysans et des soldats, et d'ici là il ne peut être question de servir les ouvriers, les paysans et les soldats. Maintenant il s'agit de bien apprendre des ouvriers, des paysans et des soldats, de s'incliner devant eux comme devant des maîtres respectés. Bien que j'aie plus de soixante-dix ans, j'ai encore du courage et de la volonté ; autrement dit, s'il faut que je me vautre dans la boue, je veux le faire ; s'il faut que je me salisse avec du mazout, je veux le faire, et même s'il faut que je couvre mon corps de sang au cas ou l'impérialisme américain nous attaquerait, je veux moi aussi jeter quelques grenades sur les impérialistes américains. Telles sont mes idées. Maintenant il s'agit de bien apprendre des ouvriers, des paysans et des soldats, et si possible, de bien servir les ouvriers, les paysans et les soldats.

b) Une belle carrière

Kuo Mo-jo est né en 1891 à Kiating, province du Setchouan, dans une famille très aisée. Ses « humanités » confucéennes achevées, ses parents, qui en bons bourgeois chinois modernes, quoique traditionnalistes, regardent vers l'Occident ou vers le Japon qui a réussi sa mutation industrielle et technique — l'envoient à Tokyo pour faire ses études de médecin à l'Université Impériale. Brillant, plus soucieux de poésie que d'action, il dédaigne le titre de Docteur en médecine obtenu en 1923 et préfère se consacrer à l'étude des littératures allemande et anglaise. Il a d'ailleurs déjà publié, en 1919, un recueil de poèmes qui parait à Changhaï. D'autre œuvres suivront, des romans, des pièces de théâtre et des traductions, dont « *Les souffrances du jeune Werther* », de Goethe, en 1928, *Faust*, en 1932.

Ses dons littéraires et l'audience que lui acquirent ses œuvres lui valurent d'être nommé en mars 1926, malgré son jeune âge, doyen de la Faculté des Arts de l'Université de Kouang-toung.

C'est à l'époque de cette nomination qu'il adhère au Kuomintang. Il s'intéresse depuis longtemps aux idées de la gauche socialiste. En 1914, il a traduit le livre d'un marxiste japonais, Kawakami Hajami : « *L'Organisation et la révolution sociales* ». Il est rentré en Chine, à Changhaï, en 1923, en même temps que nombre de ces « étudiants revenus du Japon » qu'on retrouve bientôt dans le Parti communiste chinois. Il fonda une société littéraire de gauche, « *La Société créatrice* », qui publiait un hebdomadaire, un journal mensuel et une revue trimestrielle, des poèmes classiques et des études modernes. Ainsi étaient diffusées dans les milieux intellectuels des idées de gauche, inclinant de plus en plus vers le communisme.

L'adhésion de Kuo Mo-jo au Kuomintang n'est pas de pure forme. Il participe à l'expédition contre les *seigneurs de la guerre* des régions septentrionnales de Chine (expédition dite « du Nord ») et il est même nommé chef de la section de propagande du département politique général de l'armée du Kuomintang.

Ses sympathies marxistes se précisent à ce moment-là et lorsque l'alliance qui lie le Kuomintang au Parti communiste chinois est rompue, il juge préférable de se réfugier au Japon, où il s'adonne à des travaux d'érudition, étudie notamment l'âge du bronze chinois, tandis que ses œuvres sont interdites en Chine, ce qui lui donne un certain prestige.

Il s'ouvre désormais davantage aux problèmes politiques et il est même considéré (1) comme l'un des premiers intellectuels chinois à avoir utilisé la méthode marxiste pour analyser l'histoire de son pays. En effet, il publie en 1930 (2) et 1932 une « *Etude sur la société antique chinoise* » où, mettant son érudition d'archéologue et d'historien au service de son matérialisme historique, il prétend retrouver dans l'histoire ancienne de la Chine les trois premières des cinq étapes que, selon le schéma de Marx, toute société doit franchir : le communiste primitif, la société esclavagiste et la féodalité avec le servage.

Dix ans après la rupture de 1927, un second Front uni est laborieusement établi entre le Parti communiste chinois et le Kuomintang pour mener la lutte anti-japonaise. Kuo Mo-jo en profite pour revenir en Chine. Il occupe à nouveau des fonctions officielles. Il est nommé, en effet, directeur du Travail culturel auprès du Conseil militaire national (entre les mains du Kuomintang) et Directeur des affaires culturelles à Tchoung King. Il aura l'occasion d'y voir — lorsqu'ils viendront pour les négociations que l'on sait — plusieurs dirigeants communistes rencontrés avant l'exil, tel Chou En-laï avec qui il avait fait l'expédition du Nord, et Mao qu'il avait connu en automne 1925.

A la fin de la guerre anti-japonaise, en 1945, il est de ceux qui signent un appel en vue de former un gouvernement de coalition comme le réclamaient les communistes. C'est alors aussi qu'il fait son premier voyage en U.R.S.S., l'ambassadeur soviétique à Tchoungking l'ayant invité à Moscou et à Leningrad.

Il est toujours officiellement un « sans parti », mais ses préférences communistes sont notoires et elles s'accentuent. En 1948, à la veille de la victoire définitive du parti communiste en Chine continentale, il gagne donc le territoire déjà sous contrôle communiste et joue les « démocrates utiles », notamment au cours d'une conférence « interpartis » tenue en 1948.

La victoire du parti acquise, il devient tout naturellement, en octobre 1949, membre du Conseil administratif du gouvernement, vice-premier ministre du Comité d'Etat des affaires politiques, président du Comité de la culture et de l'éducation, président de l'Académie des Sciences, vice-président du Comité permanent de la Conférence politique consultative du peuple chinois (C.P.-C.P.C.), président de la section pékinoise de l'Association d'Amitié sino-soviétique. Ses fonctions prennent en même temps des dimensions mondiales. En avril 1949, il assiste au premier « Congrès mondial de la Paix » ; il devient, en novembre 1950, membre du Conseil mondial de la Paix (en même temps qu'Ilia Ehrenbourg pour l'U.R.S.S. et Emmanuel d'Astier de la Vigerie pour la France).

Il sera désormais de tous les congrès du Mouvement, dont il sera nommé vice-président en 1956. Et sa signature figurera au bas de manifestes de toutes sortes.

Les bonnes relations entre l'U.R.S.S. et la Chine et la servilité de Kuo Mo-jo aidant, le grand lettré bourgeois et toujours « sans parti » reçoit, le 9 avril 1952, le prix Staline de la paix, au Kremlin même, des mains de l'académicien soviétique Dimitri Skolbeltsin. Il compose, à cette occasion, un poème merveilleusement servile à la gloire de Staline et du rôle dirigeant de l'U.R.S.S. dans le mouvement communiste.

Il recommencera cet exploit poétique lors du 70e anniversaire de Staline, qu'il comparera à « un dieu indestructible, mourant de nombreuses morts mais ressuscitant toujours ». En 1953, il fera partie de la délégation chinoise aux obsèques de l' « im-

(1) Voir Kaochung-Ju, *Le mouvement intellectuel en Chine et son rôle dans la révolution chinoise*. Ouvrage du C.N.R.S., 1957.

(2) Aux éditions Hien Tai, Changhaï, 1930.

mortel ». Il sera de nouveau à Moscou pour l'anniversaire de la Révolution d'octobre. L'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. lui ouvrira ses portes en 1958 ; il ne compte plus les distinctions de ce genre.

En Chine même, il est à toute main. Il est membre du Comité de rédaction de la Constitution (1953) et élu en septembre 1954 (réélu en 1958) au Congrès national populaire comme député du Setchouan. Il entre au comité permanent de ce Congrès et devient en même temps vice-président de la C.P.C.P.C.

Pour couronner le tout, il cessera d'être un « sans parti ». Le 27 décembre 1958, il donnera son adhésion au Parti communiste chinois.

***

Les honneurs dont il est accablé se paient. Il n'en est même accablé que pour accomplir avec plus d'autorité les basses besognes du régime dans les milieux intellectuels.

Depuis 1949, il préside, avec le romancier Mao Tun (qui sera limogé en 1956) et Chou Yang, la *Fédération pan-chinoise des cercles littéraires et artistiques de Chine*. A ce titre, il est de toutes les campagnes de rectification et d'épuration, mais jusqu'à ces derniers temps, toujours du « bon côté ».

En 1951, il vitupère le film « *Histoire de Wu Hsun* » qui chante les vertus d'un héros populaire du XIXe siècle et que le Comité central vient de condamner (3), et ceci avec d'autant plus de zèle qu'il en avait fait l'éloge auparavant.

En décembre 1951, il participe également à la campagne contre Hou Che, qui avait été pourtant, au début du siècle, l'un des grands novateurs de la pensée intellectuelle chinoise.

Le 8 novembre 1954, lors de la seconde campagne d'épuration intellectuelle, il écrit dans le *Guangming Ribao* :

« *La controverse actuelle est un grand événement... Il s'agit de la lutte idéologique entre la pensée marxiste et la pensée idéaliste. La discussion doit être étendue à tous les domaines de l'activité culturelle et artistique, en particulier à l'histoire, à la philosophie, à l'économie, l'architecture, les langues, la pédagogie, les sciences naturelles. Tous les écrivains, savants, travailleurs de la recherche littéraire, rédacteurs de journaux et revues, tous sans exception doivent participer à cette lutte* ».

(3) Voir *Est et Ouest*, N° 232-233, p. 83.

L'année suivante, il mène campagne contre l'écrivain Hou Feng, pourtant membre du parti depuis 1937, qui s'est élevé contre les mesures d'épuration. Kuo Mo-jo, le « libéral » joue les délateurs et affirme : « *La révélation des activités conspiratrices de la clique réactionnaire de Hou Feng était une victoire pour le parti et pour le peuple* » *(4)*.

Son rôle est grand encore dans la campagne des « *Cent fleurs* ». C'est lui qui incite Lou Ting-yi, chef de la section de propagande du Comité central du P.C. chinois, à rendre publique, le 26 mai 1956 « *la politique du parti concernant les travaux littéraires, artistiques et scientifiques* ».

C'est dans les déclarations de Lou Ting-yi que se trouve l'allusion aux « *floraisons multiples* » qui ont donné leur nom à cette opération dont on ne sait encore si elle fut un « *dégel* » chinois ou, dès le début, une odieuse manœuvre pour forcer les adversaires silencieux du régime à se découvrir.

Kuo Mo-jo, un temps, dans sa jeunesse, avait professé « *l'art pour l'art* » et c'est lui qui souffle à son subordonné Lou Ting-yi des phrases comme celles-ci : « *Soutenir « l'art pour l'art », et « la science pour la science », c'est là un point de vue unilatéral de droite, donc erroné* » *(5)*.

Il est compréhensible qu'on change d'idée avec l'âge mais l'évolution, chez Kuo Mo-jo, n'est que de la palinodie. C'est sans doute pour cela, parce qu'il n'est pas sincère, qu'il se montre sans indulgence pour ceux qui pensent et professent ce que lui-même professait et pensait quand il était un homme libre.

Toutes les horreurs du parti et toutes ses folies l'ont maintenant pour complice. Au temps du « grand bond en avant », il stimule les intellectuels, les savants, les techniciens. Il leur parle de « *purification par le feu* », — annonçant par là sa présente autocritique. De même, en 1956, lors de la crise de Suez, il avait parlé de se porter volontaire « *pour combattre sur les rives du Nil* » pour la liberté de l'Egypte.

Aujourd'hui, c'est dans un but purificateur qu'il demande à partir comme grenadier quelque part, pour expier ses erreurs en versant son sang.

En vérité, l'autocritique présente de Kuo Mo-jo — dans laquelle l'odieux le dispute au grotesque — est la conclusion logique d'une « belle carrière ».

(4) Voir *Est et Ouest*, N° 232-233, p. 87.
(5) *Id.*

Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales

86, boulevard Haussmann — PARIS-8e

Fondée le 7 avril 1949, conformément à la loi du 1er juillet 1901, l'Association d'Etudes et d'Informations Politiques Internationales a pour but l'étude des questions économiques, politiques, historiques, sociales et culturelles internationales.

EST & OUEST (ex-B.E.I.P.I.) est son organe. Il paraît toutes les quinzaines. Tous les adhérents de l'Association le reçoivent, ainsi que les divers suppléments qu'elle édite.

EST & OUEST publie, en particulier, des études et des informations inédites, ainsi que des documents révélateurs sur les pays du bloc soviétique et sur le communisme lui-même.

La cotisation des membres correspondants a été fixée à 30 F. pour six mois et 60 F. pour un an. En ce qui concerne les membres résidant à l'étranger, la cotisation est fixée à 75 F. pour un an ou 90 F. si ces membres désirent recevoir EST & OUEST par avion.

Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris Compte Courant Postal 7241-06 ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

Les finances du P. C. I.

LE P.C.I. n'est pas seulement une puissance politique, c'est aussi une force financière et économique qui ne trouve pas d'égale parmi les autres partis de la gauche italienne, ou parmi les autres P.C. européens. Certes, ses organisations politiques et culturelles sont si nombreuses et coûtent si cher que le P.C.I. est toujours tributaire de Moscou pour une large partie de son financement. L'étude de ses ressources propres n'en offre pas moins un grand intérêt.

***

Les propriétés immobilières constituent une base financière impressionnante. Le P.C.I., en effet possède, soit directement soit par l'intermédiaire de ses organisations parallèles ou de sociétés immobilières aux mains des membres du parti, des immeubles et appartements pour une valeur qui dépasse 25 milliards de lires. Si une partie des édifices et appartements est utilisée pour fournir un siège aux organisations, la majeure partie est louée ou utilisée à des fins de spéculation immobilière. La plus grande partie des ressources fournies par les loyers est utilisée à des achats. Les estimations faites permettent de penser que le P.C.I. augmente son patrimoine immobilier d'un milliard de lires par an. Il entre 200 millions de lires par an dans les caisses du P.C.I. rien qu'au titre des loyers.

L'organisation commerciale du P.C.I., spécialisée surtout dans le commerce avec les pays à régime communiste, lui fournit des rentrées plus importantes. Cette organisation a deux branches : La première est représentée par des sociétés d'export-import sous contrôle du P.C.I., dont l'activité toutefois tend à diminuer puisque les pays communistes préfèrent établir maintenant des accords directs avec l'Etat italien. La deuxième branche est représentée par les Agents commissaires et les Agents de contrôle, les uns servant d'intermédiaires, les autres se portant garants pour la marchandise. Les agents en question sont tenus à verser une importante ristourne au P.C.I., et il arrive souvent qu'ils soient des fonctionnaires du Parti. Une analyse sommaire des échanges entre l'Italie et les pays communistes permet d'évaluer à 700 ou 800 millions de lires les ressources que le P.C.I. tire chaque année de ces opérations (1963-1965).

Il faut aussi préciser que la présence de ces sociétés commerciales et de ces Agents commerciaux contrôlés par le P.C.I. permet à ce dernier de se tailler une place de choix dans l'infrastructure humaine du commerce extérieur italien vers les pays communistes.

Troisième source de revenus : les coopératives que le P.C.I. contrôle directement ou indirectement. On en compte plusieurs milliers, coopératives de consommation, rurales ou artisanales. Bien que là aussi il soit très difficile d'établir un chiffre précis, on peut estimer à un milliard de lires ce qui entre par cette voie dans les caisses du parti.

Dernière source importante : les cotisations des inscrits (en 1965 le P.C.I. comptait 1.615.296 inscrits) et surtout, la campagne annuelle de soutien à la presse communiste (« Le mois de la presse communiste »). Les chiffres officiels avouent une entrée d'à peu près 3 milliards de lires. Toutefois, il est utile de préciser qu'il faut déduire de cela les frais considérables qu'occasionnent au P.C.I. l'organisation des fêtes, réunions publiques, rencontres et festivals populaires qui marquent le « mois de la presse communiste ». Dans le même chapitre, on peut ajouter aussi les contributions des élus communistes au Parlement, de 25 à 45 % de leurs indemnités. Aux dernières élections législatives de 1963, le P.C.I. a eu 166 députés et 85 sénateurs.

Les dépenses annuelles sont d'à peu près 10 milliards de lires. Rien que pour le maintien des 3.000 fonctionnaires du Parti (en calculant sur un salaire mensuel de 85.000 lires et sans tenir compte des contributions légales de l'employeur) on obtient un chiffre supérieur à trois milliards de lires. Pour les sièges des cellules (plus de 4.000) et des fédérations qui sont installées dans des immeubles qui n'appartiennent pas au P.C.I., le Parti doit payer au moins un milliard et demi par an. Un autre milliard et demi est nécessaire pour couvrir les frais généraux : téléphone, télévision, électricité, chauffage, courrier, matériel de bureau et entretien du parc automobile qui compte plus de 500 véhicules.

Les deux écoles du P.C.I., l'une à Rome et l'autre à Bologne, coûtent 150 millions par an.

Quant aux dépenses pour le soutien de la presse communiste, elles sont au moins de 4 milliards de lires par an. Seul *l'Unita* fait ses frais. Toutes les autres publications ont un déficit lourd et permanent.

***

Il est aisé de constater qu'avec de telles dépenses et de telles entrées « officielles » et « officieuses », le P.C.I. ne peut pas boucler son budget annuel sans recourir à des « fonds secrets ». Cette nécessité est encore plus forte les années où il y a élection, car les dépenses auxquelles doit faire face le P.C.I. augmentent alors de quelques milliards de lires.

Voilà qui limite les libertés que le P.C.I. pourrait vouloir prendre à l'égard du P.C. de l'U.R.S.S.

Rocco ASTORI.

Le prochain numéro d'EST et OUEST paraîtra le Jeudi 2 Juin 1966

Autour du XXIIIe Congrès

L'incident de la délégation du F. L. N.

L'INCIDENT provoqué par la délégation du F.L.N. algérien doit être replacé dans l'ensemble de la politique communiste à l'égard de l'Algérie pour prendre tout son sens.

Le Parti communiste algérien avait été invité aux précédents congrès du P.C. soviétique, en 1952, 1956, 1959 et 1961 et c'était son secrétaire général, Larbi Bouhali, qui l'y avait représenté. De même en était-il pour les congrès du P.C.F., avec cette différence que, durant la guerre, les communistes algériens se bornaient à envoyer un message et n'assistaient pas « physiquement » aux congrès, pour des raisons faciles à comprendre.

L'indépendance acquise, les communistes algériens surgirent de l'ombre et s'employèrent à créer des organisations du parti, afin de lui donner une existence de fait avant toute décision des nouveaux pouvoirs concernant le statut des partis. Ils n'allèrent pas assez vite en besogne et, en décembre 1962, avant que le P.C.A. ne fût devenu une force, le gouvernement, par une décision assez équivoque, lui interdit toute activité. Seul, *Alger Républicain,* qui n'était pas officiellement le quotidien du parti, put subsister.

Rejetés ainsi dans l'opposition, les communistes menèrent campagne contre le gouvernement, mais de façon plus modérée que par la suite contre Boumediène. Sans doute purent-ils assez vite caresser l'espoir d'investir Ben Bella et de lui faire prendre le chemin de Castro. Toujours est-il qu'à partir de la fin de 1963, les communistes algériens se déclarèrent prêts à accepter l'idée et le fait du parti unique. Après le congrès du F.L.N. en avril 1964, le voyage de Ben Bella en U.R.S.S. et l'accord de parti à parti qu'au nom du F.L.N. il passa avec le P.C. soviétique, le nom du P.C. algérien disparut et les communistes entrèrent « individuellement » dans le F.L.N., en aussi grand nombre qu'ils le purent.

Quand se tint à Paris, du 14 au 17 mai 1964, le XVIIe Congrès du P.C.F., on pu constater que le P.C.A. n'avait pas été invité, et que « *le parti du F.L.N.* » l'avait été à sa place. (Sur tout cela, voir *Est et Ouest,* 16-31 octobre 1965, n° 349, *Les communistes et l'Algérie : I. De l'interdiction du P.C.A. au renversement de Ben Bella 1962-1965).*

La chute de Ben Bella, les poursuites engagées par Boumediène contre des communistes algériens, la suppression d'*Alger Républicain* ou plutôt sa fusion forcée avec *Le Peuple,* organe du F.L.N. dans *El Moudjahid* (1) modifièrent de fond en comble la politique communiste à l'égard du F.L.N., et l'on peut bien dire que depuis lors il ne s'est pas passé de jour où *l'Humanité* n'ait pas publié une attaque contre le gouvernement algérien.

(1) Cette fusion avait été décidée auparavant, mais elle avait alors une signification toute autre : il s'agissait de faire entrer les communistes dans la rédaction de l'organe officiel.

Les Soviétiques montrèrent plus de modération, vraisemblablement parce qu'on s'était partagé les rôles. En octobre, le P.C.U.S. et le gouvernement soviétique invitèrent le Colonel Boumediène à se rendre en U.R.S.S. Il accepta une seule de ces deux invitations (d'ailleurs conjointes), celle du gouvernement et il l'accepta non en tant que secrétaire général du F.L.N., mais comme chef du gouvernement. Il plaçait ainsi les rapports soviéto-algériens sur le plan des rapports d'Etat à Etat, non de parti à parti.

Toutefois, cette distinction ne dura pas et, un ou deux mois après le voyage de Boumediène en U.R.S.S., qui eut lieu en décembre, commença à Alger cette espèce de « virage à gauche » qui a fait définir la nouvelle politique du gouvernement algérien, avec une certaine exagération sans doute, comme un « benbellisme sans Ben Bella ».

En matière de « relations de parti à parti », ce revirement s'est traduit par trois faits significatifs :

— Le F.L.N. accepta d'envoyer une délégation au XIe Congrès du Parti communiste italien (25-31 janvier 1966). Le P.C.I. n'avait pourtant pas été beaucoup plus tendre avec lui que le P.C.F. depuis le 19 juin 1965). Dans la salle, les délégués du F.L.N. purent voir parmi les invités Henri Alleg et un autre communiste algérien, mais ils ne protestèrent pas.

— Le 25 février, une délégation du « *secrétariat Exécutif du Parti du F.L.N.* » arrivait à Moscou, sur l'invitation du Comité Central du P.C.U.S. Elle était conduite par Mohamed Chebila, membre de la direction centrale du Parti et chargé des relations extérieures. Selon *El Moudjahid* (24 février 1966), ce voyage s'inscrivait « *dans le cadre du développement normal des relations entre l'Algérie et les pays socialistes, notamment l'Union Soviétique* ». Normal n'est assurément pas le mot qui convient, mais le gouvernement entendait rassurer ceux qu'inquiétaient cette reprise des relations de parti à parti (2).

— Le F.L.N. fut invité à envoyer une délégation au XXIIIe Congrès du P.C.U.S. Conduite par Cherif Belkacem, coordinateur du secrétariat exécutif du Parti (qui, à son départ d'Alger, exprima « *sa satisfaction de voir se renforcer toujours davantage les liens entre l'Algérie et l'U.R.S.S. sur les plans culturel, économique et commercial ainsi que de parti à parti* » *El Moudjahid,* 27-28 mars 1966), la délégation se retira « *avant l'ouverture officielle du congrès* » (id. 30 mars 1966) et regagna Alger « *pour n'avoir pas à cautionner la présence de ceux qui ont été définis dans l'allocution d'ouverture comme « représentant les communistes algériens* ». (Effectivement, une délégation du

(2) A son retour à Alger, Mohamed Chebila déclarait que ce voyage avait permis « de raffermir et de raviver les liens d'amitié existants entre nos deux partis... La délégation algérienne a été reçue à plusieurs reprises au Comité Central du P.C.U.S. et elle s'est intéressée à l'organisation du Parti ». Avant son départ, Chebila a eu une longue conversation téléphonique avec Brejnev (*El Moudjahid,* 9 mars 1966).

P.C.A. conduite par Larbi Bouhali se trouvait dans la salle).

C'est Cherif Belkacem qui fit cette déclaration à son retour à Alger. Il ajouta :

« En Algérie, il existe le F.L.N., parti unique au pouvoir. C'est dans son cadre que les révolutionnaires militent dans l'unité. Ceci est clair et nos amis soviétiques le savent... Nous regrettons que cet incident intervienne au moment où nos rapports avec l'U.R.S.S. allaient se consolidant... Nous avons pour notre part exprimé notre volonté de raffermir ces rapports, et ce, conformément à nos convictions profondes. Nous n'en voulons pour preuve que le fait que les premières sorties officielles du Président du Conseil de la révolution et du coordinateur du secrétariat exécutif ont été pour l'Union Soviétique » (*El Moudjahid*, 1er avril 1966).

Selon *l'Humanité* du 31 mars, ce départ de la délégation du F.L.N. serait une *« initiative personnelle »* de Cherif Belkacem : *« Etant donné le climat qui règne actuellement à Alger »*, poursuivait le journaliste communiste, *« il n'est pas interdit de penser que l'initiative de Belkacem a eu l'approbation de certains de ses amis du « Conseil de la révolution » et du gouvernement qui n'ont pas fait le 19 juin pour confirmer l'option socialiste de l'Algérie. »*

Quoi qu'il en soit des désaccords sur ce problème entre les dirigeants du F.L.N., il reste qu'en invitant à son congrès à la fois le P.C.A. et le F.L.N., le P.C. soviétique se livrait à une véritable provocation à l'égard de ce dernier. S'en est-on rendu compte à Moscou ? C'est probable, mais il est probable aussi qu'on a cru que la présence de la délégation du P.C.A. ne ferait pas plus de scandale qu'elle ne l'avait fait à Rome au congrès du P.C.I. et que, de cette façon, on aurait fait avaliser par le F.L.N. l'existence du P.C.A. (3).

L'incident de la délégation du F.L.N. au congrès du P.C.U.S. offre cet intérêt supplémentaire, qu'il a permis de connaître, de façon officielle, les rapports entre les communistes algériens et l'organisation de la Résistance Populaire (O.R.P.), groupement clandestin constitué au lendemain du 19 juin 1965.

En effet, au début d'avril, la direction nationale du Parti d'avant-garde F.L.N. - O.R.P. a publié un tract où on lisait :

« Larbi Bouhali (qui est membre du parti d'avant-garde F.L.N. - O.R.P. comme l'ensemble des communistes algériens depuis le 19 juin) a été officiellement invité par le P.C.U.S. en tant que « représentant des communistes algériens ». Compte tenu que, jusqu'ici, des relations officielles n'ont pas encore été établies entre le P.C.U.S. et le parti d'avant-garde F.L.N. - O.R.P., il a accepté cette invitation après accord avec la direction nationale de l'O.R.P.

« Par la même occasion, la direction de l'O.R.P. a donné mandat à Larbi Bouhali, avec d'autres militants de l'O.R.P., pour entreprendre un travail d'information et de clarification auprès du mouvement communiste et ouvrier international ». (cité d'après *l'Humanité*, 7 avril 1966).

(3) Le journaliste de *l'Humanité* écrit ironiquement que Belkacem, en acceptant d'assister à un Congrès communiste « *devait pour le moins s'attendre à y rencontrer des communistes. Il savait que c'était le Congrès du P.C.U.S. et que, jusqu'à preuve du contraire, celui-ci est parfaitement libre d'inviter qui il veut à ses assises.* »

La preuve du contraire est facile à faire. Que diraient les délégués du P.C. soviétique si, invités à un congrès du F.L.N., il voyaient dans la salle invités comme eux, et même à un rang plus honorifique, des délégués du N.T.S. ?

LE P.C. JAPONAIS REFUSE D'ASSISTER AU CONGRES

⁂

LE 21 février 1966, le secrétariat du P.C. soviétique avait adressé au Comité Central du P.C. japonais une lettre l'invitant à déléguer deux de ses membres pour assister au XXIIIe Congrès. Voici l'essentiel de la réponse du P.C. japonais :

« ... Les relations entre le Parti communiste japonais et le Parti communiste de l'Union Soviétique, qui ont été étroitement liées pendant longtemps, ont dégénéré à un point anormal au cours de ces dernières années, étant donné les divergences de vues sur les questions de principe qui ont surgi au sein du Mouvement communiste international. En mai 1964, vous avez ouvertement soutenu les éléments antiparti, dont Yoshio Shiga, qui ont été épurés de notre Parti. En juillet de la même année, vous avez rendu publique d'une manière unilatérale votre lettre datée du 18 avril 1964, lettre accablant d'injures d'un bout à l'autre notre Parti. Tout cela a saboté d'une manière décisive les relations normales de nos deux partis en tant que partis frères.

« Notre Parti, dans une lettre de réponse en date du 26 août 1964, fut dans l'obligation et la nécessité de réfuter et critiquer ouvertement votre attaque publique, votre intervention et vos activités de subversion. Nous avons critiqué d'une façon concrète vos actes erronés et vos thèses erronées visant à les justifier. En même temps, notre parti a énoncé clairement sa position quant à la réalisation de l'unité authentique du mouvement communiste international et quant au rétablissement des relations normales entre les partis japonais et soviétique en tant que partis frères, selon les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien.

« Cependant, jusqu'à ce jour, vous n'avez pas pris les mesures que vous auriez dû prendre pour aboutir à une juste solution de ces problèmes. En réalité, vous soutenez et aidez encore la clique traîtresse de Shiga.

« N'est-il pas évident que dans de telles conditions, notre Parti ne puisse accepter l'invitation à assister à votre congrès ?

« En fonction de ces considérations, notre Parti a décidé de ne pas envoyer de délégation à votre prochain congrès. »

En s'adressant au Parti communiste japonais, les Soviétiques ont implicitement reconnu qu'en dépit de son ralliement aux thèses chinoises et de l'épuration-scission qui a eu lieu voici deux ans, ce parti demeure le parti communiste authentique, quelles que soient les prétentions du groupe des exclus.

Nous reproduisons cette lettre d'après la traduction qu'en a publiée la *Voix du Peuple* le 1er avril 1966.

LE REFUS DU P.C. NEO-ZELANDAIS

LA *Voix du Peuple*, dans son même numéro du 1er avril 1966, a publié le télégramme adressé au nom du Comité politique du P.C. de Nouvelle-Zélande, par V.G. Wilcox, secrétaire général, au

P.C. de l'Union Soviétique qui avait invité les communistes néo-zélandais à envoyer « *un délégué fraternel* » au XXIIIe Congrès.

En voici l'essentiel :

« *... Nous avons le regret de décliner votre invitation, vu les divergences idéologiques en suspens entre nos deux partis et entre la direction du P.C.U.S. et un certain nombre d'autres partis frères qui maintiennent fermement les principes du marxisme-léninisme et rejettent les idées insidieuses du révisionisme moderne, et vu que ces divergences n'ont toujours pas été abordées dans un esprit marxiste-léniniste.*

« *Cela étant, nous considérons que notre présence ne serait d'aucune utilité. En réalité, nous éprouverions de la gêne à participer, et peut-être en éprouveriez-vous aussi.*

« *Nous nous permettons de transmettre nos salutations aux membres du P.C.U.S. en formant des vœux pour que vos débats se déroulent sur la base des principes marxistes si brillamment énoncés en théorie et mis en pratique par Marx, Engels, Lénine et Staline.* »

NUANCES DANS LES RAPPORTS DU P.C.F. ET DU P.C.I. AVEC LE P.C.U.S.

La façon dont les communistes relatent, dans des textes officiels, les actes du parti n'est jamais laissée au hasard. Ils usent, par exemple, de formules stéréotypées, et, si l'on remarque un jour dans celles-ci une variante, on peut être sûr qu'elle n'est pas accidentelle : il y a les plus grandes chances qu'elle ait un sens.

Si l'on a cette règle présente à l'esprit, on ne peut manquer d'être frappé par la nuance qui existe entre les deux communiqués publiés dans la *Pravda* à la suite des entrevues qu'ont eues séparément avec la direction du P.C.U.S., la délégation du P.C. français et celle du P.C. italien au XXIIIe Congrès.

Les deux délégations étaient conduites par le secrétaire général du Parti, Rochet d'une part, Longo de l'autre. Tous les deux ont prononcé un discours pour saluer le Congrès. Les dirigeants soviétiques qui ont reçu les deux délégations étaient dans les deux cas les mêmes : Brejnev, Souslov et Ponomarov.

Jusqu'ici donc la balance est égale. Mais il n'en est plus de même quand on en arrive à l'étape du communiqué.

Celui qui a suivi l'entrevue « franco-soviétique » se terminait de la sorte :

« *Au cours de l'entretien, qui s'est déroulé dans une ambiance cordiale et amicale, ont été discutées des questions intéressant les deux partis frères.*

« *Sur toutes les questions discutées une complète identité de vues a été constatée entre le Parti communiste de l'Union Soviétique et le Parti communiste français* ». (Pravda, 10 avril 1966).

Le communiqué publié à l'issue de l'autre réunion comprenait seulement la première de ces deux phrases. (*Pravda*, 14 avril).

Cela donne à penser qu'il n'y a pas eu complet accord entre les Italiens et les Soviétiques et que Longo ne pourrait pas affirmer, comme Waldeck Rochet l'a fait à son retour, au meeting de la Mutualité : « *La délégation de notre Parti communiste du XXIIIe Congrès a été heureuse d'affirmer à nouveau avec force, l'entière solidarité des communistes français avec le glorieux Parti communiste de l'Union Soviétique* » (*l'Humanité*, 23 avril 1966).

L'ancien rituel exigeait que l'on parlât de la « *fidélité inconditionnelle* » du Parti communiste français au Parti communiste de l'Union Soviétique. La formule actuelle est-elle tellement différente ?

Salaires soviétiques : mystères et mystifications

Le nouveau plan quinquennal promet un accroissement du salaire réel de l'ordre de 20 %, promesse modeste quand on songe que le plan quinquennal de 1951-55 avait promis 35 %, celui de 1956-60, 30 % et le plan septennal 1959-65, 40 %. L'accroissement annuel moyen tombe ainsi (il s'agit des promesses) de 6 % en 1951-55 à 5,5 % en 1956-60, à 5 % en 1959-65 et à 4,4 % en 1966-70. Ces promesses ne furent pas tenues, à l'exception de la quinquennie 1951-55 (si l'on se fie aux chiffres officiels). L'accroissement effectif du salaire réel était respectivement de 39 %, de 22 % (au lieu de 30 %) et d'environ (1), au maximum, 30 % (au lieu de 40 %).

En éliminant la source d'erreur que comporte le chevauchement du plan septennal sur les deux dernières années du plan quinquennal précédent (1959 et 1960), que nous n'avons comptées qu'une seule fois, l'accroissement officiel effectif se présente comme suit :

1951/56	....	39 % (indice : 139)
1956/60	....	22 % (indice : 170)
1961/65	....	20 % (indice : 204)
1951/65	....	104 %

LE SALAIRE REEL A-T-IL DOUBLE DEPUIS QUINZE ANS ?

Le salaire réel aurait donc plus que doublé entre 1951 et 1965. La simple énonciation de ce chiffre fait naître des doutes plus que légitimes. Ces doutes s'affermissent quand on consulte l'Annuaire statistique de 1964 (2) sorti au début de cette année et qui nous présente pour la première fois depuis trente-cinq ans un tableau du salaire mensuel moyen (p. 555), direct et indirect (ce dernier représentant les diverses prestations). Il s'agit du salaire en argent, donc nominal. Le salaire direct serait passé de 63,9 roubles en 1950 à 95 roubles en

(1) Nous disons : environ, car les indications du bilan de 1965 sont plutôt obscures.

(2) *Narodnoïé Khoziaïstvo S.S.S.R. v* 1964 (Moscou).

1965 (3), soit une augmentation de 48 %. En passant de 82,4 roubles à 128 roubles, le salaire global (salaire direct plus salaire indirect) aurait augmenté de 55 %. Nous sommes donc, pour l'instant, loin de l'accroissement de plus de 100 % que nous suggèrent les bilans annuels.

Cependant, comme il s'agit ici du salaire nominal et que les bilans annuels parlent du salaire réel, il faut consulter l'indice des prix. Là encore, les statisticiens soviétiques nous comblent depuis quelques années, puisqu'ils publient enfin des indices de prix. L'indice des prix de détail aurait baissé de 24 % entre 1950 et 1964 (4). On obtient ainsi, entre 1950 et 1964 (ou 1965), une hausse du salaire direct réel de l'ordre de 94 %, et du salaire global réel (indirect compris) de l'ordre de 104 %.

Ces 104 % correspondent exactement aux 104 % que nous avons calculés par nos propres moyens au tableau qui figure au début de cet article, et cette coïncidence nous paraît vraiment trop belle pour être vraie. Elle est trop belle pour être vraie parce qu'elle jure avec la réalité telle que la révèlent les statistiques de la production des biens de consommation, l'état de l'agriculture et de l'élevage, les promesses jamais tenues quant à la progression du secteur travaillant pour la consommation.

Elle est trop belle pour être vraie parce que les données relatives au salaire nominal moyen sont en contradiction très nette avec d'autres déclarations officielles. Nous nous trouvons ici en face d'une mystification identique à celle que l'on a pu constater dans les proportions chiffrées entre la production industrielle soviétique et celle des États-Unis, et dans le rythme de croissance. En ce domaine, le voile ne fut déchiré qu'en 1959 par des aveux involontaires du vieux statisticien soviétique S.G. Stroumiline que l'éminent soviétologue Milos Vanek porta à la connaissance des Occidentaux en janvier 1961. Et ce n'est qu'en octobre 1961 que Khrouchtchev laissa échapper par inadvertance un chiffre qui permit de calculer le véritable rapport des forces U.S.A. - U.R.S.S.

LA REVELATION DE KHROUCHTCHEV

La déclaration qui nous permet de calculer avec une approximation suffisante le salaire moyen en roubles est celle faite par Khrouchtchev, le 13 juillet 1964, et selon laquelle la rémunération annuelle des salariés de l'industrie, du bâtiment, des transports et des sovkhozes (50 millions de salariés sur un total de 73 millions) avait augmenté d'environ 4,5 milliards de roubles entre 1959 et 1964. Ces 4,5 milliards représentaient d'après Khrouchtchev une augmentation de 13 à 25 %. En même temps, le salaire minimum mensuel était monté, toujours d'après Khrouchtchev, de 27-35 roubles à 40-45 roubles.

Ces chiffres fournis par Khrouchtchev nous ont permis de calculer que le salaire mensuel moyen pouvait, en 1964, atteindre 65,5 roubles *dans le meilleur des cas* (5).

Pour 1950/55, nous estimions le salaire mensuel moyen à 45 roubles (6).

En passant de 45 roubles (c'est-à-dire 450 roubles anciens) à l'époque de la mort de Staline à 65,5 roubles actuellement, le salaire aurait donc enregistré un accroissement de l'ordre de 45 %. Ce pourcentage n'est pas très éloigné du pourcentage d'augmentation de 48 % du salaire nominal direct qui ressort de l'Annuaire statistique de 1964 dont nous faisions état tout à l'heure.

Il est permis d'en déduire que les statisticiens soviétiques n'ont guère exagéré *le taux de croissance* du salaire *nominal* au cours des quinze dernières années. Le vice dont est entaché leur salaire nominal est donc antérieur à la mort de Staline. Ce sont les 63,9 roubles (ou 82,4 roubles avec le salaire indirect) de 1950 qui sont absolument irréels, donc faux, et l'on saura bien un jour ou l'autre par quels artifices ils ont été obtenus.

L'autre question, liée au salaire *réel*, est celle de l'indice des prix de détail. Là encore, ils ont dû recourir à maints artifices pour obtenir une baisse de 24 % depuis 1950, surtout si l'on songe au brutal relèvement des prix de certaines denrées vitales en juin 1962. D'autre part, l'indice dont nous parlons ne porte que sur les prix étatiques en négligeant complètement le marché kolkhozien et — à plus forte raison — le marché noir. Tant que cet indice ne sera pas sérieusement rectifié par les statisticiens soviétiques eux-mêmes, force nous sera, pour nous faire une idée du train de vie des salariés soviétiques, de procéder de temps à autre à la confrontation du salaire nominal avec les prix de quelques articles essentiels de grande consommation. On obtient ainsi un tableau incomplet, mais infiniment plus sûr de la réalité.

EVALUATIONS FANTAISISTES

Nous avons signalé ici même (Est-et-Ouest, n° 344) que l'Annuaire statistique de Moscou (1962) affirmait que le salaire réel des ouvriers de l'industrie s'était multiplié par 4,1 entre 1913 et 1962, et même par 5,9 en tenant compte de la liquidation du chômage et de la réduction de la durée du travail. On trouve ce même tableau dans l'Annuaire de 1963 (p. 504), avec les mêmes chiffres, mais il ne figure plus dans celui de 1964.

Dans notre article ci-dessus mentionné, nous avons fait justice de ces affirmations fantaisistes en démontrant, sur la base des déclarations de Khrouchtchev du 13 juillet 1964 et en nous fondant sur des données relatives à 1913, que le salaire moyen réel soviétique de nos jours est assez proche du niveau de 1913.

Mais alors que les statisticiens soviétiques

(3) Nous trouvons les données pour 1965 dans le bilan économique de 1965 (presse soviétique du 3 février dernier).

(4) *Ibid.*, pp. 646-647.

(5) Cf. nos calculs détaillés dans *Est et Ouest*, n° 344 (16-30 juin 1965).

(6) Cf. L. Laurat, *Bilan de 25 ans de plans quinquennaux*, pp. 235-236.

prétendent que le salaire réel dépasse aujourd'hui de 4 à 6 fois celui du temps des Tsars, d'autres auteurs affirment, au contraire, que le pouvoir d'achat du salaire moyen dans la Russie tsariste était 4 fois plus élevé que le salaire soviétique d'aujourd'hui. Au lieu de s'être multiplié par 4 à 6, il serait tombé au quart de sa valeur d'alors. Cette thèse a été défendue dans le journal russe de Paris *Rousskaïa Mysl* (La Pensée Russe) par notre collaborateur T. Tchougounov (numéro du 16 décembre 1965) et par M. P. Pétrovitch Kalojanski (numéros des 1er et 11 janvier 1966). Ajoutons que l'éditorialiste de ce journal, M. Paul Mikhalevski, s'inscrit en faux contre leur thèse (numéro du 22 janvier 1966).

Les deux auteurs que nous citons aboutissent à cette étrange conclusion par des raisonnements différents.

Le raisonnement de T. Tchougounov s'appuie sur l'équivalent en or, tant de l'ancien rouble que du rouble actuel. Le rouble-or d'il y a 53 ans valait 15 roubles soviétiques actuels, à en croire les spécialistes. Comme le rouble-or de jadis était l'équivalent de 0,774 gramme, le rouble soviétique actuel représenterait donc 0,052 gramme. Admettons cette proposition. Le salaire mensuel moyen de 1913 ayant été, d'après Tchougounov, de 23 roubles (7) et celui d'aujourd'hui atteignant 80 roubles (8), soit 5,3 roubles anciens (un quinzième de 80), le salaire moyen d'aujourd'hui serait donc le quart (23 divisé par 5,3) de celui de 1913.

Le calcul est impeccable, mais sur le papier seulement. De nos jours, la valeur des monnaies ne se mesure plus par leur poids d'or, mais par les marchandises qu'elles permettent d'acquérir. Même le dollar n'a plus son poids d'or de 1913, et sa teneur-or actuelle est contestée puisque la plupart des experts estiment qu'il importerait de revaloriser l'or, autrement dit de dévaluer le dollar. Si les salariés soviétiques se nourrissaient d'or, ils vivraient aujourd'hui quatre fois moins bien qu'en 1913. Mais les salariés américains, français, allemands, etc. seraient lésés eux aussi, quoique dans une bien moindre mesure. La démonstration de T. Tchougounov est théoriquement intéressante, mais pratiquement sans portée.

M. Pétrovitch Kalojanski procède d'une autre manière. Il admet pour 1913 un salaire mensuel moyen de 24,3 roubles (chiffre aussi correct que les 23 roubles de T. Tchougounov), mais il ajoute aux 10 millions d'ouvriers d'alors 5 millions de personnes ressortissant aux catégories privilégiées (commerçants, professions libérales, hauts fonctionnaires). En substituant ainsi toute la population active urbaine aux seuls salariés, il peut calculer pour elle un revenu mensuel moyen de 60 anciens roubles (au lieu de 24,3 roubles pour les seuls salariés). Après quoi, en comparant les prix d'alors et les prix d'aujourd'hui, il lui est facile d'établir que — 60 roubles d'alors achetant beaucoup plus que 60 roubles d'aujourd'hui — on vivait, en 1913, 3,5 à 4 fois mieux qu'à l'heure actuelle.

QUELQUES COMPARAISONS

La démonstration de M. Pétrovitch Kalojanski ne saurait donc se soutenir davantage que celle de notre ami Tchougounov. Mais il publie quelques prix de 1913 et d'aujourd'hui. Puisque nous connaissons le salaire moyen actuel (65 roubles d'après nos calculs personnels) et celui de 1913 (22 roubles), on peut exprimer le pouvoir d'achat du salaire moyen en marchandises.

Voici quelques prix indiqués par M. Pétrovitch Kalojanski (en roubles) :

	1913	1965
Viande de bœuf ou de porc (le kilo)	0,47	1,50
Beurre (le kilo)	1,15	3,00
Sucre (le kilo)	0,34	1,10
Chaussures (la paire)	5,00	25,00
Salaire mensuel moyen	22,00	65,00

Ces chiffres nous permettent de calculer le

Pouvoir d'achat du salaire moyen

	1913	1965
Bœuf ou porc	46 kg	43 kg
Beurre	19 kg	21,7 kg
Sucre	65 kg	59 kg
Chaussures	4,4 paires	2,6 paires

Il serait intéressant d'élargir et de compléter cette liste. Les quelques exemples ci-dessus ne sont pas assez nombreux pour en tirer des conclusions générales. Ils apportent en tout cas un commencement de justification à la thèse selon laquelle le niveau d'existence du salarié soviétique d'aujourd'hui est très voisin de celui de l'ouvrier russe de 1913.

LUCIEN LAURAT.

(7) Toutes les évaluations sérieuses indiquent 22 à 24 roubles.

(8) Tchougounov estime que le salaire actuel n'est que de 60 roubles, mais il opère avec 80 roubles pour éviter toute contestation.

Tous les renseignements contenus dans EST et OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. Toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin.

L'aide militaire soviétique

DURANT la première guerre mondiale, l'aide militaire était surtout conçue sous forme de soutien économique et financier destiné à maintenir l'effort de guerre d'un partenaire. Puis on prit l'habitude d'envoyer chez tel ou tel allié des missions militaires chargées de collaborer à l'organisation de ses forces armées. Toutes ces formes d'aide militaire subsistent encore, mais d'autres ont fait leur apparition avec la seconde guerre mondiale.

Ainsi — et c'est l'U.R.S.S. qui en fut la plus grande bénéficiaire — l'aide militaire a fini par devenir surtout une aide en matériel militaire. C'est, sans doute aucun, à cette forme d'aide que l'U.R.S.S. doit d'avoir édifié les bases de sa puissance militaire présente, grâce aux fournitures américaines.

S'il est vrai qu'en raison des problèmes posés, depuis la seconde guerre mondiale, par la nécessité d'avoir à sa disposition un matériel militaire moderne, cette dernière forme d'aide que constitue la cession d'un matériel abondant et de haut niveau technique a pris de plus en plus d'importance, il faut également noter qu'elle se limite rigoureusement à la cession d'un matériel militaire *non atomique*, et ceci à l'Est comme à l'Ouest.

Aucune des puissances atomiques des deux camps n'a en effet accordé, ni même convenu d'accorder, une aide militaire constituée par la cession d'armements nucléaires. Et cette limitation n'est pas sans provoquer des dissensions entre partenaires. On songe notamment à la querelle sino-soviétique.

Du point de vue qui nous intéresse ici, il convient de remarquer que la fourniture de matériel militaire, surtout à des pays de petite puissance, permet au fournisseur d'asseoir et d'étendre son influence politique autant que stratégique. En effet, et sur un plan purement pratique, la fourniture d'un matériel militaire compliqué ne se conçoit pas sans l'envoi simultané de techniciens, de conseillers, d'instructeurs militaires de toute espèce. Elle exige aussi l'instruction, sur le territoire même du pays fournisseur, de stagiaires venus du pays bénéficiaire de l'aide accordée. Un double courant de relations s'établit, qui assure au pays fournisseur un moyen d'emprise sur le pays bénéficiaire de l'aide militaire.

Il va de soi que l'U.R.S.S. n'a pas négligé ce moyen très important de consolider ses alliances et de les étendre. En ce qui la concerne, il y a lieu de distinguer entre l'aide militaire qu'elle accorde aux pays qui sont limitrophes de son territoire et celle qu'elle accorde aux pays plus éloignés d'elle.

L'AIDE MILITAIRE AUX PAYS LIMITROPHES

L'U.R.S.S. a d'abord aidé ceux de ses satellites qui lui étaient territorialement le plus proches. On constate que la proximité d'un pays satellite est important pour ce qui concerne son « accord » avec la politique soviétique. On l'a vu dans le cas de la Hongrie où l'opposition anti-soviétique fut écrasée de la manière que l'on sait. On l'a vu aussi, dans le cas contraire de la Yougoslavie et de l'Albanie, plus éloignées de l'U.R.S.S. et qui ont pu secouer la sujétion soviétique, au moment même où elles perdaient son aide militaire... Le cas de la Chine, lui, est tout à fait particulier.

L'aide que l'U.R.S.S. accorde à ses satellites limitrophes est assez bien connue. On sait qu'elle couvre l'ensemble de leurs besoins militaires. On sait aussi qu'elle n'est pas gratuite, même au sens financier du terme. L'U.R.S.S. utilise le *troc ;* elle ne donne rien, elle échange.

Le caractère de cette aide est d'autre part impératif et unilatéralement défini ; c'est l'U.R.S.S. qui fixe souverainement le taux et les modalités de son aide militaire à ses satellites. Son critère est fort simple : plus elle est puissamment présente, militairement parlant, dans un pays, plus elle peut se permettre de lui fournir du matériel militaire. Moins elle est présente sur le plan militaire dans un pays, et plus elle se garde de lui procurer de quoi la surprendre.

Ainsi, très puissamment présente en Allemagne de l'Est, elle prend le risque d'armer huit divisions spécifiquement allemandes et de leur accorder un matériel important, cependant toujours inférieur à celui de ses propres forces présentes sur le territoire allemand.

En Pologne, où elle n'a plus que deux divisions (stationnées cependant en des points de grande importance stratégique) l'U.R.S.S. accorde une aide de moyenne importance. En Hongrie, cas particulier, où stationnent cependant quatre divisions soviétiques blindées et mécanisées, l'U.R.S.S. n'accorde qu'une aide militaire très faible.

Aux pays satellites riverains de la Baltique, l'U.R.S.S. accorde une aide militaire particulière en sous-marins côtiers ; aux pays riverains de la Mer Noire également, mais dans une plus faible mesure.

Toutes les forces de terre sont strictement intégrées dans un ensemble sous commandement soviétique ; on ne trouve nulle part de grandes unités autonomes ; aucune en tout cas ne dépasse le corps d'armée.

Les forces de l'Air et de Mer sont également subordonnées à un commandement soviétique.

On ne peut donc pas parler de l' « aide » militaire soviétique comme d'une aide militaire classique... Si l'on considère les satellites européens, il est plus convenable de parler d'un réarmement imposé par l'U.R.S.S. sur des normes établies par elle seule.

A titre documentaire, voici quelques chiffres concernant les forces armées des satellites soviétiques : elles groupent 1,4 million d'hommes (en comptant les forces de sécurité inté-

rieures), répartis en 68 divisions, avec 12.000 chars, 4.000 avions, 16 navires de plus de 1.000 tonnes et 350 de moins de 1.000 tonnes. On ne leur connait pas de fusées ; elles possèdent seulement de petits engins tactiques.

Dernière caractéristique de l' « aide » militaire soviétique : elle est constituée, sur le plan matériel, par la cession d'un armement assez ancien, tandis que l'U.R.S.S. se réserve l'armement le plus moderne. Ainsi, l'U.R.S.S. peut-elle mener, sans trop de pertes et à moindres frais, sa politique de modernisation militaire sur le dos de ses satellites.

Le cas de la Chine, nous l'avons dit, est tout à fait particulier, bien que la Chine communiste soit elle aussi un pays limitrophe de l'U.R.S.S.

Un plan très ambitieux avait été établi entre Russes et Chinois avant 1960 (Voir notre article « *La valeur du potentiel militaire de la Chine communiste* », *Est et Ouest*, n° 358, 1-15 mars 1966). Il s'agissait d'armer environ 150 divisions avec du matériel qui, sans être de première catégorie, aurait cependant considérablement accru les ventes soviétiques d'armements.

Ce plan a évidemment été abandonné en 1960 avec le retrait de l'aide soviétique à la Chine communiste. Il faudra à cette dernière quelques dizaines d'années pour le mener à bien par ses propres moyens.

En *Corée du Nord*, autre pays limitrophe, les Soviétiques ont reconstitué des forces armées, mais ce pays — près des côtes duquel patrouille la VIIe flotte américaine — reste militairement sous le boisseau ; peu d'informations sont publiées sur sa situation militaire.

En définitive, on ne peut que constater les avantages pour l'U.R.S.S. de son système d'aide militaire imposée. Sur le plan militaire, il permet à l'U.R.S.S. de se constituer des forces d'appoint appréciables, parfaitement contrôlées, et un système de guet et d'alerte complet sur le pourtour du continent asiatique. Sur le plan économique, il favorise l'extension du marché soviétique d'armements, ce qui procure des ressources pour la modernisation de l'armement des forces soviétiques elles-mêmes.

L'AIDE MILITAIRE AUX PAYS NON LIMITROPHES DE L'U.R.S.S.

Le caractère de l'aide militaire soviétique aux pays plus éloignés de ses frontières est différent. Elle est moins impérative, et elle porte sur des armements plus modernes.

Cependant, l'U.R.S.S. utilise toujours le *troc* pour rentrer dans ses frais et l'état de sujétion que suppose son aide militaire est tout aussi pesant.

En prenant pour base les zones géographiques de l'expansion politique soviétique, et malgré la rareté des informations, on peut en gros présenter les données suivantes sur l'aide militaire soviétique aux pays éloignés de son territoire :

Vietnam : L' « escalade » interdit ici d'avoir sur l'ampleur des fournitures en matériel une idée précise. En effet, ces fournitures varient selon l'intensité de la guerre.

Globalement, on peut avancer que les pays de l'Est — et donc essentiellement l'U.R.S.S. — ont armé, au Sud-Vietnam, une centaine de milliers d'hommes du Vietcong avec un matériel sommaire et 120.000 soldats « réguliers » avec un bon armement. En outre, les deux ou trois divisions nord-vietnamiennes qui ont été repérées dans le Sud-Vietnam (25.000 hommes environ) possèdent un armement soviétique assez moderne. Certes, on ne doit pas omettre, dans cette rapide énumération, l'armement hérité du Vietminh.

L'apport le plus nouveau et le plus important concerne le matériel de D.C.A. et l'installation au Nord-Vietnam de rampes de lancement de fusées, repérées et photographiées par les avions de reconnaissance américains.

Ce matériel passe en transit par la Chine communiste. Les deux grands partenaires communistes se font évidemment concurrence, mais, au fond, dans des domaines divers puisque la Chine communiste ne peut fournir au Nord-Vietnam un armement très poussé. Elle pourrait cependant, comme elle l'a fait il y a dix ans, lui proposer quelques unités de service de D.C.A. si les bombardement contre le Nord s'aggravaient, comme on peut le penser.

Les efforts de l'aide militaire soviétique au Vietnam ne porteront sans doute guère sur l'aviation elle-même, où l'avance américaine est trop importante pour être rattrapée... On peut de toutes façons prévoir un accroissement considérable de l'aide militaire soviétique — notamment au Nord-Vietnam.

Des armements sont fournis par l'U.R.S.S. au Vietnam du Nord, et aussi, en moindre mesure, au Cambodge et au Laos.

Indonésie : L'Indonésie, jusqu'aux derniers événements — anti-communistes mais plus spécifiquement anti-chinois — était devenue un des points privilégiés de l'expansion de l'aide militaire au delà de l'Asie continentale. On estime que la valeur des fournitures militaires soviétiques à l'armée indonésienne avoisine le milliard de dollars, ce qui la place, après l'armée égyptienne, en tête des armées soutenues matériellement par l'U.R.S.S.

Outre des armes conventionnelles modernes, l'U.R.S.S. a procuré à l'armée indonésienne des Migs 15, 17 et 19 (une centaine, environ), des bombardiers moyens T-16 (trente environ) et des hélicoptères ; à cela s'ajoutent une vingtaine de chasseurs Mig 21, des pièces de DCA, des fusées anti-aériennes.

La Marine indonésienne, pour sa part, a reçu un croiseur (et en a commandé un second), quatre contre-torpilleurs, seize sous-marins et soixante autres bâtiments.

En échange, les Soviétiques avaient obtenu la concession d'une base militaire dite « de recherches » (?) sur l'île d'Amboina, entre Célèbes et la Nouvelle-Guinée.

L'Inde : dans la politique extérieure soviétique, occupe une place de choix. L'U.R.S.S.

doit, en ce pays, tenir compte de l'importance de la concurrence des Britanniques et des Américains. Elle ne peut donc pratiquer son aide militaire selon les mêmes procédés qu'ailleurs ; elle renonce notamment au système du troc. Elle a donc accepté de faire construire en Inde, sous licence, des armements, des Mig notamment.

L'U.R.S.S. a adroitement proposé son aide militaire au gouvernement indien lors de la première tension sino-indienne. Dès 1960, des avions de transport soviétiques ont été cédés à l'Inde puis, en 1962, après de laborieuses négociations, l'Inde a accordé à l'U.R.S.S. licence de fabrication des Mig 21 sur son territoire, — 300 Mig 21 devant lui être cédés.

Depuis, l'Inde a reçu livraison de fusées air-air, et un autre accord a été signé à Prague, précédant celui qui fut conclu en 1964 au Kremlin même. Enfin, des pilotes indiens sont régulièrement formés et entraînés en U.R.S.S.

En Irak, l'influence soviétique fondée sur son aide militaire progresse ; elle se matérialise, entre autres, par la modernisation de l'armée irakienne, dont le chef d'état-major rêve déjà d'une force de frappe irakienne... Les Soviétiques sont en train de livrer des armes, des Mig 17 et 19, etc.

En Afghanistan, l'armement et les instructeurs soviétiques s'infiltrent également.

Nous avons ci-dessus cité la situation privilégiée de la *République arabe unie*. Depuis 1954, diverses offres d'aide militaire soviétique lui ont été faites et ont été acceptées. Plusieurs divisions et escadres aériennes égyptiennes ont été complètement équipées par l'U.R.S.S. tandis que les pertes en armements de l'affaire de Suez et du Sinaï ont été comblées.

Il est évidemment difficile de chiffrer l'ampleur de l'aide militaire soviétique actuelle à l'Egypte. Pour les premières années, elle avait été estimée à 400 millions de dollars, un millier de chars, 1.500 blindés légers, plusieurs centaines de bouches à feu, de l'armement anti-char, des fusées anti-aériennes (SAM 2 et 3, d'une longueur de 10 à 12 m.) de l'équipement électronique, 25 bombardiers TU-16, 150 chasseurs-bombardiers, deux contre-torpilleurs, neuf sous-marins (dont les équipages avaient été formés à Dantzig), des vedettes rapides armées de fusées, etc. Diverses informations indiquent, d'autre part, qu'il faut ajouter à cet énorme matériel des avions Antonov de transport, 24 appareils 11-14 et des hélicoptères M-1.

L'Egypte est, en outre, devenue la plaque tournante de la redistribution du matériel militaire soviétique en direction des pays africains. Les successeurs de Khrouchtchev ont repris sur ce point la politique de leur prédécesseur.

L'Egypte est, en quelque sorte, devenue une vaste base soviétique. L'U.R.S.S. y a installé des bases de lancement de fusées de 2.000 km. de portée (à Assouan, notamment) qui peuvent atteindre n'importe quel point des côtes méditerranéennes orientales, — et des bases anti-aériennes près des ports.

En Egypte, comme en Inde, il a été question d'une licence de fabrication de matériel soviétique, mais la R.A.U. a une politique sur ce point différente de celle de l'Inde ; elle cherche par tous les moyens à créer ses propres fusées, engage des spécialistes européens (et même un spécialiste américain), etc. Il existerait un avion égyptien, le « Qahira 300 » et un chasseur à réaction, le « Ha 24 ».

Près du Caire, en juillet 1965, de grands chantiers navals ont été inaugurés en présence de représentants soviétiques. On parle d'une cale sèche de 45.000 tonnes, de sept-cents techniciens russes, de seize millions de dollars investis par les Soviétiques, etc.

Il va sans dire, à la simple relation de ces faits, que l'Egypte est un des points essentiels de l'expansion de l'influence militaire et politique de l'U.R.S.S. en Afrique. C'est du Caire que partent le matériel et les instructeurs soviétiques en direction des autres pays africains.

Il serait fastidieux d'énumérer tous les armements signalés, qui, du fait qu'il s'agit de petits pays, sont souvent légers et anciens. Les bénéficiaires en sont la *Syrie*, le *Yémen*, la *Somalie*, la *Zambie*, *Zanzibar*, le *Libéria*, le *Tanganyka*. Par l'Algérie, l'U.R.S.S. atteint la *Guinée*, le *Soudan*, le *Congo*, tandis qu'elle est présente au sud de l'Europe en *Albanie* (même depuis la brouille) et à *Chypre*.

La présence militaire soviétique en *Afrique du Nord* présente un danger certain pour la France et l'Europe du bassin occidental de la Méditerranée.

En *Tunisie* et au *Maroc*, l'emprise soviétique n'a pas tenu ; en Algérie, par contre, elle est plus sensible.

Au lendemain de l'indépendance, l'U.R.S.S. a livré des armes à l'Algérie par le canal de l'Egypte, puis elle a marqué sa présence militaire en installant une base de fusées entre La Calle et Bône.

La première tranche des livraisons d'armements soviétiques était constituée par plusieurs dizaines de blindés, 150 chars, 30 canons d'assaut, des centaines de camions, des armes anti-aériennes, vingt chasseurs Mig anciens, des avions à hélice, des armes d'infanterie et d'artillerie jusqu'au calibre 12. Le silence entoure évidemment l'aide militaire soviétique à l'Algérie, mais des faits fortuits viennent quelquefois confirmer l'importance du matériel militaire soviétique acheté par l'Algérie, payé grâce à l'aide de la France.

En juillet 1964, l'explosion d'un cargo égyptien dans le port de Bône révéla l'ampleur des livraisons d'armes soviétiques. Fortuitement a été signalée l'arrivée de chars soviétiques, T 34 et T 54, de l'artillerie automotrice et des armes d'infanterie en grand nombre.

***

Enfin, l'expansion militaire soviétique s'est également orientée en direction du continent américain lui-même.

A Cuba, l'U.R.S.S. a agi non sans imprudence : fait sans précédent, son matériel militaire fut convoyé par quelques dizaines de mil-

liers de soldats russes. On peut penser que certains armements atomiques inclus dans ce matériel devaient rester, même à Cuba, sous l'autorité directe des militaires russes eux-mêmes... Après le repli de ces soldats à la suite des graves incidents de septembre-octobre 1962, Castro a eu la libre disposition au moins des fusées antiaériennes.

Les dettes contractées par Fidel Castro envers l'U.R.S.S. en raison des fournitures militaires atteignent 350 millions de dollars ; il s'en acquitte en donnant du sucre aux Soviétiques, — qui l'écoulent en dumping sur le marché mondial.

Pour finir, en ce qui concerne Cuba, on peut remarquer que si les Etats-Unis sont parvenus à mettre un frein à la présence militaire soviétique, on ignore cependant jusqu'à quel point.

En tout cas, Cuba reste un centre de diffusion de propagande et d'armes soviétiques en Amérique centrale et en Amérique du sud. Les guérilleros de *Panama*, du *Guatemala*, du *Venezuela*, du *Pérou*, de *Bolivie*, du *Chili*, d'*Argentine* en bénéficient largement.

***

En conclusion, on ne peut que constater que l'U.R.S.S. s'est militairement installée en *Indonésie* — d'où elle observe le monde extrême-oriental, en *R.A.U.* — d'où elle étend son influence sur l'Afrique, à *Cuba* — d'où elle dirige sa subversion en Amérique latine. Ainsi se dessinent clairement ses perspectives d'expansion mondiale.

J. PERGENT.

Dissensions et malaises en République Démocratique du Vietnam

DES membres du parti *Lao Dong* (P.C. nord-vietnamien) « *font preuve maintenant de pessimisme, de perplexité et de répugnance à persister dans la résistance* », vient d'avouer récemment Le Duc Tho, membre du Bureau Politique, secrétaire à l'organisation.

Depuis quelque temps, en effet, la presse nord-vietnamienne ne peut plus masquer complètement la situation du pays. Ses révélations sur les répercussions de la guerre tant sur le plan économique que politique démontrent clairement l'existence d'un malaise en R.D.V. L'infrastructure du pays, péniblement reconstruite, est soumise à très rude épreuve et la reconversion du pays de l'état de « paix armée » à l'état de guerre ne va pas sans heurts ni sans dissensions au sein du parti.

REPERCUSSIONS SUR LES PLANS ECONOMIQUE ET POLITIQUE

La production agricole ne cesse de baisser et, devant le déficit croissant de la récolte du riz, le gouvernement a dû ordonner la culture de céréales de remplacement — maïs, patates douces, etc. — (1). « *Les cartes de rationnement ont fait leur apparition en 1965* », note un envoyé spécial de *l'Humanité* au Nord-Vietnam où, dit-il, l'on mène une « vie spartiate ».

« *La production agricole en* 1965 *a été réalisée dans des conditions d'une extrême difficulté dues à la guerre de destruction des impérialistes U.S., aux infiltrations d'eau, à la sécheresse, aux insectes, etc. La récolte du dixième mois s'est heurtée à de grandes calamités naturelles. Les récoltes de céréales de remplacement jouent maintenant un rôle sans cesse plus important dans la production agricole. Dans l'ensemble, la production générale du Nord-Vietnam en* 1965 *a été inférieure à celle de l'année précédente* » (2).

A ce déficit de la production agricole vient maintenant s'ajouter une pénurie de la main-d'œuvre. Nguyen Van Tran, Secrétaire du C.C. du *Lao Dong*, ministre de l'Industrie lourde et membre du Conseil de la Défense Nationale le reconnaît sans ambages. Il affirme, dans la revue idéologique du parti (3) que des dizaines de milliers de jeunes gens employés dans l'industrie et dans l'agriculture ont été soit enrôlés dans l'armée soit utilisés à des tâches essentielles de défense nationale, de transports ou de communications. Même les cadres, ajoute-t-il, qui sont insuffisants et mal formés n'ont pas été « distribués » rationnellement et des experts techniques et économiques ont été transférés vers des régions qui ne répondent pas à leur formation, affectés à des tâches pour lesquelles ils n'étaient pas préparés.

En prévision d'une guerre de longue durée, le gouvernement de Hanoï a établi et mis en application un plan général de décentralisation. Cela ne va pas sans heurt. Fatalement, l'état d'esprit des militants du parti et de la population s'en ressent dans tous les domaines, y compris celui de l'idéologie. En décembre 1963, Le Duan, Premier Secrétaire du parti, ne cachait pas dans son rapport à la session plénière du Comité Central qu'il existe « *dans notre parti ou dans d'autres partis frères des membres dont l'ardeur militante, pour une raison ou une autre, a décliné et dont l'ardeur révolutionnaire s'est affaiblie. Quel que soit le nombre des classiques marxistes-léninistes qu'ils peuvent avoir lus, ils ne peuvent donc ni comprendre ni voir clairement les perspectives révolutionnaires infinies qui s'offrent aux peuples du monde* ».

(1) *Est et Ouest*, n° 329.

(2) *Nhan Dan*, 29-12-65.
(3) *Hoc Tap*, Novembre 1965.

Deux ans plus tard, malgré ce coup de semonce, l'ardeur révolutionnaire ne s'était toujours pas réveillée. « *Un petit nombre de réactionnaires, de revanchards de classe, essaye de collaborer avec les impérialistes pour tenter de les aider à accomplir leurs noirs desseins. L'ennemi perfide veut s'infiltrer dans nos rangs par tous les moyens pour saboter de l'intérieur nos bureaux et nos usines. En raison du développement rapide de la construction socialiste et aussi en raison de notre manque d'expérience dans la direction de l'organisation et de la technique, nous nous heurtons à de grandes difficultés dans la protection de notre production et d'autres œuvres* (4). »

L'Armée Populaire du Vietnam (A.P.V.N.) n'est pas non plus à l'abri de cette cinquième colonne. « *Les agresseurs U.S. sont en train de déployer une grande activité d'espionnage dans notre pays en y envoyant des espions, des limiers, en se livrant à la guerre psychologique dans l'espoir de faire vaciller nos lignes de l'arrière. Nous ne devons pas négliger cette tâche : lutter contre ces espions, ces limiers de l'ennemi, cette guerre psychologique, découvrir, éliminer et extirper ces éléments réactionnaires qui tentent de reprendre leurs activités passées au moment où nous sommes forcés de concentrer notre attention à la défense passive* » (5).

Le fait que la presse du parti ait divulgué cet état de choses permettait de croire à l'époque qu'une décision était imminente, d'autant plus que ces articles avaient été publiés peu avant « l'offensive de paix » du président Johnson.

Les divers entretiens des envoyés spéciaux du président des Etats-Unis avec les dirigeants européens et asiatiques n'ont pas pu être complètement passés sous silence en R.D.V. Hanoï a réagi selon sa manière habituelle par des démentis — pour l'initiative privée de La Pira-Fanfani — ou par des « déclarations autorisées » faisant preuve d'une intransigeance totale et ramenant toute solution du problème vietnamien aux « *Quatre points de Pham Van Dong* » et à ceux du F.N.L.S.V. (6).

Cette intransigeance n'était pas pour déplaire à Pékin qui, dans son conflit avec Moscou, qualifie les dirigeants soviétiques de « *pacifistes* ». Hanoï ressent une gêne considérable de cet affrontement, car la R.D.V. a besoin de l'aide des deux pays communistes et voudrait pouvoir poursuivre la « politique du balancier » qu'a instaurée Ho Chi Minh (7).

A la veille de l'arrivée à Hanoï d'Alexandre Chélépine, l'agence Chine Nouvelle publiait à Pékin un commentaire dans lequel elle revenait à la charge contre les « *pacifistes* » soviétiques, faisant remonter l'offensive de paix américaine au 29 décembre 1965, date de l'entretien Kohler-Podgorny à Moscou et de l'arrivée à Varsovie de M. Averell Harriman. « *Notable est le fait que c'est dans la nuit du 28 décembre, à la veille du lancement par les Etats-Unis de leur massive offensive de paix, que l'Union Soviétique a annoncé que M. Chélépine, membre du présidium et du Secrétariat du C.C. du P.C.U.S., se rendrait bientôt à Hanoï à la tête d'une délégation* » (8).

Cette visite officielle a renforcé les relations soviéto-nord-vietnamiennes et s'est traduite de façon concrète par un accroissement de l'aide soviétique à la R.D.V. et par l'envoi d'une délégation du *Lao Dong* au XXIIIe Congrès du P.C.U.S. Le voyage de Chélépine à Hanoï se situe également, dans le temps, au moment de l'offensive diplomatique de l'U.R.S.S. en Asie : Tachkent et le voyage de Brejnev en Mongolie.

A Hanoï, l'aile pro-soviétique du Bureau Politique du *Lao Dong* a marqué un point sérieux avec ce voyage officiel. Les pro-chinois ne pouvaient rester sur ce demi-échec et, une fois de plus, les dissensions au sein du *Lao Dong* n'ont pas tardé à se faire jour, mais cette fois avec un maximum de publicité.

DEUX HOMMES, DEUX TENDANCES

Si au Bureau Politique, comme au gouvernement, Pham Van Dong cherche à rester au-dessus de la mêlée en n'affichant pas — ou le moins possible — ses sentiments pro-soviétiques, il n'en n'est pas de même de son ministre de la Défense Nationale et vice-président du Conseil, le général Vo Nguyen Giap, commandant-en-chef de l'A.P.V.N., membre du Bureau Politique et du Conseil de la Défense Nationale.

Cet ancien professeur d'histoire de 54 ans n'a pas oublié le danger que la Chine a représenté pour le Vietnam au cours des siècles passés et représente encore aujourd'hui, tandis que l'U.R.S.S. n'a pas de frontière commune avec la R.D.V.

Par contre, Le Duc Tho a pris la relève de Truong Chinh à la tête des pro-chinois. Le Duc Tho doit sa carrière à l'ancien Secrétaire-Général du parti tombé en semi-disgrâce après sa réforme agraire et les sanglantes répressions qu'il a ordonnées pour la mener à bien.

Voulant exploiter l'avantage que venait de procurer aux pro-soviétiques de Hanoï la visite de Chélépine, Giap publiait peu après le départ de la délégation soviétique un long article dans l'organe officiel du parti que reprenait ensuite la revue mensuelle du *Lao Dong*.

Etudiant la situation, le commandant-en-chef de l'A.P.V.N. reconnaît que « *la lutte sera longue et dure* », mais prétend que « *la stratégie et la tactique de la guerre populaire peut et doit certainement prévaloir sur la conception militaire bourgeoise pourrie* ». Selon lui, « *la guerre populaire de notre pays se développe selon les lois générales de la guerre révolutionnaire et aussi selon les lois spécifiques de la société vietnamienne et des champs de bataille* » (9). Théoricien de stratégie politique, au-

(4) *Thu Do*, Hanoï, 18-11-65.
(5) *Quan Doï Nhan Dan*, Journal de l'Armée du Peuple, 8-10-65.
(6) *Est et Ouest*, N° 349.
(7) *Est et Ouest*, N° 322.
(8) *Chine Nouvelle*, Pékin, 6-1-66.
(9) *Nhan Dan*, 16, 17 et 18-1-66, et *Hoc Tap*, janvier 1966.

teur de *Guerre du peuple, armée du peuple*, irréductiblement convaincu de l'infaillibilité de la guerre révolutionnaire, Giap n'hésite pas à la qualifier dans son article « *d'invention encore plus grande que l'arme nucléaire* ».

Certes, Giap n'ignore pas les difficultés auxquelles se heurte la R.D.V. mais, pour lui, elles sont uniquement le fait de l'ennemi. La situation, écrit-il, est « *extrêmement sérieuse, mais la victoire du (Nord) Vietnam est inévitable* ». Pour apaiser les craintes que pourrait faire naître la puissance militaire des Etats-Unis ou pour anéantir les espoirs provoqués par « *l'offensive de paix* », Giap affirme qu'elles « *n'ont pas influencé notre peuple qui ne se berce pas d'illusions sur ces arguments hypocrites. Nous sommes décidés à combattre et nous les battrons certainement* » (9).

Si, à plusieurs reprises, Giap revient sur les difficultés et sur certains échecs — sans préciser lesquels — c'est qu'ils sont connus de ses lecteurs. Mais il affirme aussitôt qu'il « *n'admettra aucun manquement ni aucune faiblesse de la part du peuple nord-vietnamien ou du Vietcong dans le Sud. Il exhorte, cajole et menace tour à tour le peuple pour le convaincre de la possibilité voire même de la certitude de la victoire finale* » (10).

Giap affirme, une fois de plus, que « *le chemin de la victoire est semé de difficultés et d'obstacles* », mais, voulant délibérément ignorer le malaise politique, souligne qu'il existe dans le pays « *un accord spirituel et politique sans précédent* ». « *Jamais le peuple n'a été aussi uni qu'aujourd'hui. Jamais dans l'histoire de sa lutte révolutionnaire, notre peuple n'a joui d'appuis et de sympathies aussi larges et aussi forts qu'aujourd'hui* » (9). Il souligne que « *les pays socialistes frères nous ont apporté leur soutien sans réserve* ».

Un article de cette importance, écrit par une personnalité aussi influente que Giap, a été discuté et approuvé par le Bureau Politique qui siège en permanence. Ses membres disposent des mêmes sources d'information, discutent les mêmes rapports, élaborent ensemble la politique du parti. Par conséquent, le ton de cet article fait davantage penser aux propos d'un commandant-en-chef effectuant une « tournée des popotes » et sentant que ses officiers et ses hommes ont besoin d'être rassurés, convaincus, qu'à une étude destinée à des cadres.

Une quinzaine de jours plus tard, les mêmes organes officiels du P.C. nord-vietnamien publiaient sous le titre « *La Formation du Parti* », un article de Le Duc Tho qui constitue presque une mise au point du texte de Giap.

L'étude de Le Duc Tho est révélatrice du malaise qui règne en R.D.V. et des dissensions au sein du Bureau Politique. Tout en affichant un pessimisme qui contredit l'optimisme de Giap, Le Duc Tho en profite pour lancer une pointe aux pro-soviétiques qui comptent sur l'aide étrangère alors que le slogan de Mao Tsé-Toung est de « s'aider soi-même ».

(10) P.J. Honey, *China News Analysis*, Hong-Kong, N° 604, 18-3-66.

Le Duc Tho commence par s'en prendre aux « *camarades qui ont adopté des idées et des points de vues erronés. En ce qui concerne la poursuite de la lutte, ils ont faussement évalué notre puissance par rapport à celle de l'ennemi et faussement évalué ses ruses. Ils se laissent maintenant aller au subjectivisme, au pacifisme, relâchent leur vigilance et deviennent idéologiquement mal préparés au combat. Ils ne voient à l'heure actuelle que les difficultés et les chances leur échappent* » (11).

Ces camarades, poursuit Le Duc Tho, « *ne s'aperçoivent pas du caractère trompeur de l'offensive de négociations déclenchée par l'ennemi et comptent sur l'aide extérieure* » (11). Après cette allusion aux pro-soviétiques qui comptent sur l'aide de Moscou après le voyage de Chélépine, Le Duc Tho rectifie en ajoutant : « *Plus d'une organisation et plus d'un camarade manquent encore d'esprit d'organisation, de discipline et de combativité révolutionnaire. Dans la lutte pour développer la combativité du parti, nous devons prévenir toute déviation gauchiste qui pourrait se produire* » (11).

Le Duc Tho va plus loin lorsqu'il écrit : « *Récemment, dans nos relations extérieures, nous avons failli à notre tâche qui est de saisir le moment et nous avons manqué de vigilance. Il est nécessaire de pousser la lutte politique et diplomatique plus activement, plus intelligemment et d'une manière plus opportune* » (11).

Contrairement à Giap qui trouve que le parti est uni avec le peuple, Le Duc Tho analyse avec pessimisme la reconversion et la décentralisation. Pour lui, « *le parti tout entier doit développer l'esprit d'indépendance de pensée, hardiment créé sur la base des vérités générales du marxisme-léninisme et sur les réalités positives de notre pays. Il doit lutter contre la tendance à adopter une attitude d'automates* ». Le Secrétaire du C.C. précise sa pensée et s'adresse à tous et à toutes : « *D'une manière générale, le parti doit perdre son conservatisme, son étroitesse d'esprit et doit encourager hardiment la formation de cadres féminins. Il doit acquérir un sens plus aigu des nécessités, de l'organisation et de la discipline pour remédier au grave manque d'unité qui s'est manifesté dans certains secteurs et dans certaines localités. Il doit s'appliquer tout particulièrement à gagner et à mobiliser ceux qui vivent dans les zones côtières, dans les zones occupées par les minorités et dans celles où se trouvent des compatriotes pratiquant le catholicisme* ».

« *Si la simplification des rouages du parti s'effectue sur la base d'une attitude hésitante et négative en face de la guerre, elle conduira à des actes erronés* ».

« *La situation, qui était déjà illogique, l'est devenue davantage encore devant les nouveaux besoins d'un pays en guerre* », insiste-t-il, car « *un certain nombre d'organisations et de camarades ne parviennent pas à réajuster leurs méthodes de travail aux nécessités du temps de guerre... Ils ont encore un esprit d'organisation, un sens de la discipline et un esprit révolu-*

(11) *Nhan Dan*, 3 et 4-2-66, et *Hoc Tap*, février 1966.

tionnaire d'un niveau trop bas. L'exécution des directives est encore accomplie au gré de chacun et avec la peur des difficultés » (11).

Le Duc Tho s'insurge contre ce fonctionnarisme qui paralyse le plan de décentralisation de la R.D.V. : « *Il est nécessaire de surmonter la tendance bureaucratique pour assumer toutes nos tâches* ». Des camarades, souligne-t-il, « *répugnent à diminuer les dimensions de l'appareil (du parti) et à réduire leur autorité. Ils n'ont pas confiance dans la valeur des échelons de base et de région. Ils sont incapables de voir tous les besoins de modifications de l'appareil du parti en temps de guerre... Cette modification est conforme aux exigences du temps de guerre et permettra à chaque province, à chaque zone, de se suffire au maximum à elle-même. C'est également conforme à la tendance de notre progrès futur* » (11).

Il est frappant que le Bureau Politique ait autorisé deux de ses membres importants à exposer publiquement des points de vues aussi différents. Les divergences et les contradictions ont toujours été considérées dans le monde communiste comme un signe de faiblesse.

ANDRÉ TONG.

Chronique du Mouvement communiste international

CAMEROUN

Le Programme des pro-chinois

EN février ou mars 1966 a paru le premier numéro d'un journal intitulé : *Le Communiste*, qui se présente comme « *l'organe de combat du noyau marxiste-léniniste camerounais* », c'est-à-dire de la tendance pro-chinoise au sein de l'U.P.C.

La Voix du Peuple (1er avril 1966) a cité quelques fragments de l'éditorial et de quelques autres articles, notamment un « *projet de plateforme marxiste-léniniste* ».

Quelques citations résument la doctrine de ce groupe.

> « La conquête du pouvoir politique est la question fondamentale de toute révolution, et, pour résoudre ce problème, au Cameroun comme ailleurs, la forme suprême de la lutte est la lutte armée, c'est-à-dire la violence révolutionnaire ».

La réserve qui est déjà sensible dans ce dernier membre de phrase se précise dans le passage suivant :

> « Nous ne croyons pas pour autant ni aux complots, ni aux actions révolutionnaires sporadiques, ni au terrorisme, ni à l'aventure guerrière. Etant donné l'absence de direction absolue d'un Parti révolutionnaire d'avant garde, fort, organisé et rompu à la lutte politique, un parti marxiste-léniniste sérieux, la lutte armée ne saurait en effet être autre chose ».

L'auteur de ces lignes s'est-il rendu compte de la portée de ce qu'il écrivait : il avoue que, selon leurs propres principes, la guerilla que les communistes ont menée au Cameroun pendant tant d'années ne pouvait mener à rien puisqu'il n'y avait pas de force politique capable d'en profiter. L'existence d'une telle force n'aurait pas suffi à justifier le recours à la violence. Du moins aurait-elle constitué une excuse partielle. Sans elle, la guerilla n'était plus que du banditisme.

L'objectif que se donnent les communistes pro-chinois camerounais est donc de créer « *un parti de la classe ouvrière, un parti marxiste-léniniste* » qui impose au mouvement révolutionnaire « *la direction de la classe ouvrière et du marxisme-léninisme* ».

Pour autant, ces pro-chinois ne quitteront pas l'U.P.C. qu'ils traiteront comme une « organisation de masse » : « *Notre voie est à la fois celle de l'unité et de l'indépendance au sein de l'U.P.C., front uni national et démocratique camerounais.* »

Enfin, le groupe est évidemment favorable à « *l'alliance du mouvement révolutionnaire camerounais avec le camp socialiste, le mouvement de libération des peuples et nations opprimés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine et le mouvement révolutionnaire prolétarien des pays capitalistes développés* ».

On reconnait, à l'ordre suivi dans l'énumération des termes de cette trilogie, que l'auteur est un pro-chinois. Un pro-soviétique eut donné le second et le troisième termes dans l'ordre inverse.

POLOGNE

Création d'un P.C. pro-chinois

SI l'on en croit *La Voix du Peuple*, en son numéro du 25 mars 1966, il existerait désormais un parti communiste clandestin en Pologne, lequel aurait pour mission de ramener le communisme polonais dans la voie du marxisme-léninisme, (on sait ce que cela veut dire aujourd'hui), voie dont il a été détourné depuis dix ans, depuis que le Parti ouvrier Unifié de Pologne a été entraîné par Gomulka dans les marécages du révisionnisme contemporain. Cette espèce d'organe officiel du communisme pro-chinois en Europe a en effet publié en quatre grandes pages d'impression fort serrée des extraits d'un manifeste inaugural du *Parti communiste polonais*, signé de son Comité Central provisoire et daté de Varsovie, octobre 1965.

Passons sur la description des difficultés économiques et sociales que connaît la Pologne socialiste. Selon les auteurs de ce document, la cause de ces difficultés serait à chercher dans l'abandon du socialisme par « *la nouvelle direction qui a pris le pouvoir en 1956* », dans la restauration progressive des « *rapports capitalistes* » en Pologne. On pourrait tout aussi bien, et encore mieux, soutenir le contraire, et l'on doute que beaucoup de Polonais soient prêts à souscrire à l'apologie que fait le nouveau parti communiste de la politique suivie du temps de Bierut.

« *Au cours des premières années d'après-guerre, bien que la situation ne fût pas facile, chaque année était marquée par de nouveaux succès dans l'édification du socialisme et le revenu national s'accroissait sur des bases solides... La perspective du lendemain était claire, les fruits du travail de la classe ouvrière et de la paysannerie laborieuse étaient mis au service des masses laborieuses de la ville et de la campagne. L'orientation principale de la politique.. pour la construction du socialisme était juste et donnait de bons résultats.* Le chômage n'existait pas (souligné par nous (E. et O.), *les voies de l'éduca-*

tion étaient ouvertes pour les enfants des ouvriers et des paysans, de nouveaux immeubles étaient construits sans aucune charge pour les travailleurs. Les travailleurs d'avant-garde étaient honnêtes et respectés ».

Cette dernière phrase est peut-être révélatrice. Les travailleurs d'avant-garde, ce sont les communistes, notamment ceux qui étaient et restent d'obédience stalinienne. Or, c'est à ceux-là que le nouveau parti s'adresse, c'est eux qu'il entend regrouper, dont il regroupe déjà certains, si on en croit ce document. On comprend que l'apologie des temps staliniens n'est pas pour choquer cette clientèle.

Toujours d'après ce document, les communistes exclus du parti depuis dix ans sont extrêmement nombreux.

« Au cours de ces dix dernières années, la soi-disant « nouvelle » direction du Parti Unifié Polonais a expulsé du parti la majorité des communistes. *Plusieurs cadres éminents et activistes du Parti ont été mis avant terme à la pension [=à la retraite], ont été coupés de l'activité du Parti. Pour faire fléchir les communistes, les révisionnistes ont fait usage de toutes sortes de pression et de terrorisme économique et moral... Au cours de ces années, des éléments étrangers à la classe ouvrière, tant du point de vue origine de classe que du point de vue idéologique ont été admis dans les rangs du Parti... Les éléments* sionistes (c'est nous qui soulignons, E. et O.) *et de droite ont fait diminuer de beaucoup dans le Parti le nombre des ouvriers dans la production, excluant des rangs du Parti* des dizaines de milliers de membres (id) *ayant plusieurs années de stage, ayant un actif solide dans le Parti, trempés dans les luttes idéologiques. »*

Les véritables communistes étant exclus du Parti, la démocratie n'existant plus dans celui-ci, et *« la terreur policière exercée dans le pays ayant pour but d'empêcher la lutte contre le révisionnisme par des voies légales »*, force est bien de recourir à l'action clandestine pour reconstituer le parti.

Cette reconstitution est un fait accompli : Elle a eu lieu *« après de larges discussions et réunions organisées au cours de ces deux dernières années avec les anciens membres du Parti communiste polonais, trempés dans la lutte contre le fascisme et* le sionisme (id.), *avec les anciens membres du Parti ouvrier Polonais qui ont lutté héroïquement contre l'occupation hitlérienne et qui ont travaillé infatigablement pour l'édification du socialisme, après délibération avec les membres du Front, avec des militants du mouvement populaire et des intellectuels travailleurs, avec les militants du Parti ouvrier Unifié Polonais et avec l'actif de la jeunesse des ex-organisations du Z.W.M. et Z.M.P. »*

Dissous par ordre du Komintern en 1938, le *Parti communiste polonais* fut reconstitué en 1942 sous le nom de *Parti ouvrier polonais*, nom qu'il changea contre celui de *Parti ouvrier unifié polonais* lors de sa fusion avec le parti socialiste polonais en décembre 1948.

Où en est l'organisation de ce parti ? Le texte ne donne que des indications vagues : *« Les organes clandestins du Parti communiste polonais se sont constitués à l'échelle communale et départementale dans plusieurs collectifs d'administration. Les organisations de base, les groupes révolutionnaires sont créés dans les grands centres de l'industrie, dans les appareils d'Etat et d'économie, dans les institutions sociales, scientifiques, etc... »*

∴

La *« Ligne générale »* du Parti communiste polonais est facile à définir : elle est celle de tous les « pro-chinois ». Par exemple, le document du Comité Central provisoire dénonce comme *« un tissu de mensonges »* le rapport dans lequel au XXe Congrès du P.C.U.S. Khrouchtchev a attaqué *« le parti bolchevik et la voie suivie par l'Union Soviétique »*. Il reconnaît que *« le centre de gravité révolutionnaire est passé à l'Est, dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine »*. Et il dresse ainsi la liste des partis demeurés fidèles à la vraie doctrine :

« Sur des positions marxistes se trouvent des partis tels que le Parti communiste chinois, le Parti communiste du Japon, le Parti communiste d'Indonésie, les Partis de Corée, du Vietnam, d'Albanie et de Nouvelle-Zélande. Des Partis communistes se sont reconstruits en Belgique, en Australie, au Brésil ; des organisations communistes se sont constituées en Italie et en France, tandis qu'à Ceylan, les communistes ont renversé la direction révisionniste et élu une nouvelle direction ».

Toutefois, sur trois points, le P.C. polonais adopte une position originale.

Nous avons souligné au passage les allusions faites au *« sionisme »* : la lutte contre le sionisme fut, on s'en souvient, la forme que revêtit l'antisémitisme au temps de Staline.

Le document assure que les communistes restent *« liés aux peuples de l'U.R.S.S. par une amitié fraternelle et par les traditions de lutte commune contre les hitlériens »*, mais, de cette amitié, ils excluent les dirigeants révisionnistes actuels du P.C.U.S. : *« Nous lutterons pour sauver notre amitié avec l'U.R.S.S. de la menace du chauvinisme grand-russien, de cet ennemi permanent de notre peuple et de l'indépendance de notre pays »*.

Enfin, le troisième point mêle l'anti-germanisme à l'hostilité au « chauvinisme grand-russien ».

« Au cours des discussions menées par Khrouchtchev avec les dirigeants ouest-allemands, il s'est mis d'accord avec eux pour liquider la République Démocratique Allemande et, derrière le désir de conclure le traité de paix, il a fait comprendre qu'il était prêt à discuter avec eux aussi sur la question des frontières futures de l'Allemagne, sans prendre en considération les frontières qui ont été fixées à Potsdam. Voilà jusqu'où est allé Khrouchtchev dans son action de trahison. Il s'est montré prêt à vendre à l'Allemagne occidentale la République Démocratique Allemande ainsi que nos territoires de l'Ouest ».

∴

Que représente ce Parti communiste polonais ? Pas grand chose sans doute. L'expérience prouve qu'il suffit aux Chinois d'avoir découvert un communiste qui occupa un temps une fonction importante dans le Parti (membre du Comité Central, par exemple) pour qu'ils essaient de cristalliser autour de lui une opposition à la direction « révisionniste » du Parti. Ont-ils déjà en Pologne regroupé d'autres militants comme ce texte donne à croire. Il est impossible de le savoir, mais cela n'enlève pas son intérêt à l'entreprise en cours. Elle est révélatrice du caractère universel que les dirigeants communistes chinois entendent donner à la nouvelle internationale qu'ils s'efforcent de mettre en place.

Le numéro : 2,25 F

Le Directeur de la Publication : CLAUDE HARMEL, 86, bd Haussman (8e)
Imp. EDIMPRA, 104, bd de Clichy, Paris-18e.